

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS
DE 600 EXPOSANTS DE 30 PAYS

Tebboune inaugure la 56^e édition de la FIA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a inauguré, hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème «Pour une coopération mutuelle et durable». Cette 56^e édition de la FIA 2025 a réuni, selon les chiffres du ministère du Commerce intérieur, plus de 600 exposants issus de 30 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur. Cette dernière a participé avec une cinquantaine d'entreprises activant dans divers domaines. P 3

• Un levier stratégique de la transformation économique



**INDEMNITÉS
JOURNALIÈRES
DE MATERNITÉ**
26,5 milliards
de dinars alloués
en 2024

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, a présenté, lundi devant les membres du Conseil de la nation, le projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux assurances sociales, portant prolongation du congé de maternité.

P 2

**17^e SOMMET DES
AFFAIRES ETATS-UNIS -
AFRIQUE 2025**

**L'Algérie expose
sa stratégie
énergétique
à Luanda**

C'est à Luanda, en tant que représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de ce 17^e Sommet des affaires États-Unis-Afrique, que le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a exposé la stratégie énergétique de l'Algérie.

P 5

APN

**Adoption du projet
de loi fixant les
règles générales
d'exploitation
des plages**

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, le projet de loi fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages et ce, lors d'une séance plénière présidée par le président de l'institution parlementaire, M. Brahim Boughali.

P 5

CONSTANTINE
La 3^e édition du
«WebExpo El Djazair»
du 25 au 28 juin P 3

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE
Des résultats
«encourageants»
enregistrés depuis le début
de l'opération P 2

GHARDAIA
Près de 270.000 palmiers
dattiers seront traités
contre le Boufaroua
et le Myelois P 6

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

**Des résultats
"encourageants"
enregistrés depuis le
début de l'opération**

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a indiqué, avant-hier dans un communiqué, avoir enregistré des résultats "encourageants" depuis le début de la campagne moisson-battage 2024-2025 d'après l'évaluation préliminaire effectuée par les équipes qui se sont déplacées dans nombre de wilayas de production céréalière. Les données recueillies ont été présentées lors d'une réunion de travail présidée par le ministre du secteur, M. Youcef Cherfa, en présence des cadres ayant effectué des sorties sur le terrain la semaine dernière, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors de cette réunion, les équipes de travail ont présenté des rapports détaillés sur les conditions de déroulement de la campagne moisson-battage et l'avancement de l'opération et une évaluation préliminaire de la production et du rendement à l'hectare. La campagne moisson-battage, qui a débuté à travers les différentes wilayas du pays, se déroule dans de bonnes conditions, des résultats encourageants ayant été enregistrés jusqu'à présent, a souligné le ministère, assurant que les équipes resteront mobilisées sur le terrain jusqu'à l'achèvement de l'opération.

INDEMNITÉS JOURNALIÈRES DE MATERNITÉ

26,5 milliards de dinars alloués en 2024

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, a présenté, lundi devant les membres du Conseil de la nation, le projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux assurances sociales, portant prolongation du congé de maternité.

Synthèse S R.

Lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, M. Kaouter Krikou, M. Bentaleb a précisé que cet amendement s'inscrivait dans le cadre de «la concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la place de la femme travailleuse, notamment en lui permettant de concilier entre vie professionnelle et vie familiale, tout en préservant sa dignité». En effet, cette nouvelle loi permettra à la femme travailleuse de bénéficier d'un congé de maternité élargi à cinq (5) mois complets, assorti d'une indemnité journalière pendant 150 jours, au lieu des 98 jours prévus par la législation actuelle. Ce projet de loi «à dimension humaine et sociale renferme des dispositions au profit de la

femme travailleuse qui met au monde un enfant atteint d'un handicap, d'une malformation congénitale ou d'une maladie grave nécessitant un accompagnement ou une intervention médicale», a-t-il expliqué. Après avoir rappelé que les Constitutions successives de l'Algérie avaient consacré les droits des travailleurs à la protection sociale, M. Bentaleb a précisé que «la sécurité sociale accorde aux femmes travailleuses pendant leur congé de maternité une indemnité équivalente à 100% de leur salaire, dépassant ainsi de nombreux pays où les femmes ne bénéficient d'aucune indemnité ou n'ont droit qu'à une indemnité partielle». La sécurité sociale assure aussi «le remboursement des frais des soins et des médicaments avant et après l'accouchement», en plus d'autres mesures comme «les heures d'allaitement payées», a-t-il ajouté. Et de préciser que le nombre de bénéficiaires des indemnités journalières de maternité

avait «augmenté considérablement», passant de «94.000 bénéficiaires en 2013, avec 9,8 milliards de dinars de dépenses, à 131.000 bénéficiaires en 2024, avec 26,5 milliards de dinars de dépenses». A cet égard, il a fait savoir que les organismes de sécurité sociale avaient «conclu des conventions avec des cliniques d'obstétrique pour la prise en charge des accouchements dans le cadre du système du tiers payant», rappelant «la plateforme électronique mise en place pour la gestion du congé de maternité et des relations contractuelles avec les cliniques». De son côté, la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale à l'APN a salué «les nouvelles mesures» prévues dans le projet de loi portant prolongation du congé de maternité, qualifiant ce texte de «nouveau jalon dans le cadre de l'amélioration des prestations sociales au profit des salariés en général et des femmes en particulier».

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE À MÉDÉA

Des recommandations pour éviter les feux de récoltes

La direction des Services agricoles (DSA) de Médéa a émis plusieurs recommandations à l'adresse des agriculteurs en vue de réduire le risque de déclenchement de feux de récoltes lors de la campagne moisson-battage en cours à travers la wilaya, indique, lundi, un communiqué de cette direction. Il est rappelé, à cet égard, la stricte obligation du respect des mesures de sécurité préventives visant à limiter les départs de feux durant la campagne moisson-battage et réduire de la sorte d'éventuelles pertes de récoltes de céréales

et du couvert végétal. La DSA invite les céréaliculteurs à s'équiper d'extincteurs de feu, de disposer sur place de citerne d'eau pour pouvoir les utiliser en cas de départ de feu, de procéder avant chaque opération à la vérification de l'état de fonctionnement des engins agricoles, en particulier les conduites de carburant et du système électrique des moteurs, note le communiqué. Il est préconisé, en outre, le report des moissons durant les périodes de la journée qui connaissent des pics de chaleur, entre 12h et 16h, et si le vent

est fort afin d'empêcher, en cas de départ de feu, la propagation des flammes à l'ensemble des parcelles agricoles. De plus, les agriculteurs doivent établir des bandes de sécurité de deux mètres aux alentours des champs de céréales, notamment ceux situés à proximité des zones forestières, éviter aussi le stockage de grandes quantité de bottes de pailles à l'intérieur des champs et les transférer vers des endroits plus sécurisés, souligne le communiqué de la direction des services agricoles.

ASSOCIATION NATIONALE DES ARCHITECTES

Le Prix du Président de la République de l'architecte sera bientôt attribué

Le président de l'association nationale des architectes, Ahmed Bouzidi, a indiqué hier sur les ondes de la chaîne 2 de la radio algérienne, que le Prix du Président de la République de l'architecte, lancé en janvier dernier, sera bientôt attribué, et ce, après

que les projets, à raison de 3 projets par wilaya, aient été soumis aux commissions de wilayas en charge de les sélectionner et de les étudier, avant de les soumettre aux membres d'un jury national pour statuer sur le meilleur projet. Invité à l'émission « Inebgui nes-

beh » (Invité de la matinale), le chef de file de cette organisation, née durant la période la Covid-19, a révélé avoir consulté le cahier des charges, précisant que les projets concernent l'équipement, l'habitat ou encore l'urbanisme, comme l'aménagement extérieur.

Affirmant qu'il y a également des prix d'encouragement, Bouzidi dira que « les projets soumis à ce concours sont facultatifs et diffèrent d'une année à une autre, et ce, selon leur consistance ». Du reste, Bouzidi a longuement détaillé le parcours de son organi-

sation, depuis sa création à ce jour, en énumérant notamment les événements majeurs organisés depuis 2023 à ce jour, à commencer par le Prix du Président de la République de l'architecte qui, selon, lui, « est sur la bonne voie » pour l'édition de 2025.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Signature d'une convention de coopération et de partenariat

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, accompagné du Médiateur de la République, Madjid Ammour, a présidé la conférence scientifique intitulée : « Le service public à l'ère des transformations actuelles : améliorer la performance et innover pour satisfaire le citoyen ».

La conférence s'est tenue en présence du directeur général du protocole du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, du directeur général de l'Institut national des études stratégiques globales, de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, du président du Conseil national écono-

mique et social, de la représentante permanente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, ainsi que de représentants de plusieurs ministères et institutions. À la suite des allocutions du ministre de l'Enseignement supérieur et du Médiateur de la République, une séance de dialogue a été ouverte au-

tour du thème de l'amélioration continue du service public pour une meilleure satisfaction du citoyen, encadrée par des enseignants-chercheurs et des cadres de l'État. Une convention de coopération et de partenariat a également été signée entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la Médiation de la République.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 600 EXPOSANTS DE 30 PAYS

Tebboune inaugure la 56^e édition de la FIA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a inauguré, hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), la Foire internationale d'Alger (FIA), placée sous le thème «Pour une coopération mutuelle et durable». Cette 56^e édition de la FIA 2025 a réuni, selon les chiffres du ministère du Commerce intérieur, plus de 600 exposants issus de 30 pays, avec le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur. Cette dernière a participé avec une cinquantaine d'entreprises activant dans divers domaines.

Par Sirine R.

Le président de la République a entamé sa visite par le stand du Sultanat d'Oman, invité d'honneur de cette édition de la FIA. Il était accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Qais Bin Mohammed Al Yousef, et de membres du Gouvernement. Le choix du Sultanat d'Oman comme invité d'honneur pour cette édition découle de la dynamique que connaissent les relations algéro-omanaises, notamment suite aux récentes visites entre les dirigeants des deux pays qui ont été couronnées par la signature de plusieurs accords de coopération bilatérale.

Le président de la République a également visité le stand de l'Etat de Palestine qui participe avec son patrimoine populaire matériel et immatériel ancestral. Il a aussi visité le stand de l'Algerian General Mechanics (AGM-Holding), unité de Sidi Bel Abbès, où il a reçu des explications détaillées sur les capacités productives de cette société spécialisée dans le matériel agricole. Le pavillon abritant l'industrie militaire a été également au centre de la visite du chef de l'Etat à cette nouvelle édition de la FIA. Cette année une vingtaine de sociétés de l'armée nationale populaire ont pris part à cet événement important, en présentant leur savoir-faire et les nouveautés de l'industrie militaire en pleine progression. à l'occasion, le Président Tebboune a reçu des explications sur les différentes industries militaires et les structures de production de l'Armée nationale populaire,

notamment à travers une présentation détaillée de la Direction des industries militaires. Le président Tebboune s'est également rendu à l'Établissement des constructions mécaniques de l'Armée nationale populaire à Khenchela, et a visité le pavillon du Groupe de promotion des industries mécaniques relevant du ministère de la Défense nationale. En marge de sa visite à la Foire internationale d'Alger, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est rendu également aux stands de deux entreprises nationales : VMS, spécialisée dans la fabrication de motos, et le groupe public GETEX, actif dans la production et la commercialisation de vêtements et d'articles en cuir. À cette occasion, le chef de l'État a pris connaissance des principaux produits exposés et a reçu des explications sur les projets futurs de ces deux entreprises industrielles.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Un levier stratégique de la transformation économique

Par Mourad A.

La 56^e édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA) s'ouvre dans une conjoncture économique marquée par des ambitions de réforme qui rencontrent les exigences d'une économie en pleine mutation. Placée sous le haut patronage du président de la République et organisée sous le thème « Une coopération solidaire et durable », la FIA 2025 dépasse cette année le cadre d'un simple rendez-vous commercial pour s'imposer comme un levier stratégique dans le processus de transformation économique engagé par l'Algérie depuis 2020. Selon Souheil Guessoum, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), « la FIA intervient dans une conjoncture très particulière, avec des indicateurs en nette amélioration. Nous avons un PIB en croissance d'environ 4 %, et une vision claire vers un produit intérieur brut de 400 milliards de dollars à l'horizon 2028 ». L'événement, qui accueille cette année le Sultanat d'Oman comme invité d'honneur, reflète une évolution significative dans sa portée économique. Pour Abderrahmane HadeF, expert en développement économique, « la FIA est désormais un instrument stratégique pour illustrer la nouvelle vision économique de l'État. Le salon n'est plus une simple vitrine d'exposition : il devient une plateforme d'action pour inscrire l'Algérie dans les chaînes de valeur mondiales et valoriser le label "Made in Algeria" ». Dans cette perspective, l'édition 2025 s'inscrit dans une dynamique de réforme orientée vers le développement de secteurs stratégiques, avec pour objectif d'atteindre 15 % du PIB pour l'industrie, 20 % pour l'agriculture, et une part équivalente pour les services numériques, se-

lon les estimations de la Haute Commission à la numérisation. Au cœur de cette transformation se trouve le développement des exportations hors hydrocarbures, enjeu central du modèle économique algérien de demain. « La FIA est un outil de marketing international. Elle permet de séduire les opérateurs locaux, mais surtout d'attirer les investisseurs étrangers venus explorer les opportunités de production en Algérie », a affirmé M. Guessoum lors de son intervention sur la chaîne III de la radio nationale. Il a plaidé pour la mise en place d'une véritable « culture export structurée », fondée sur des procédures simplifiées, une logistique efficace, le respect des normes et la présence bancaire dans les pays cibles. Toutefois, il a également dénoncé plusieurs obstacles persistants : « La pénalisation en cas de non-rapatriement des devises, l'accès limité aux paiements internationaux et le manque de digitalisation freinent encore nos exportateurs ». Les deux experts s'accordent à souligner les avancées enregistrées récemment : adoption d'un nouveau code de l'investissement, création d'un ministère du Commerce extérieur, lancement de deux agences nationales dédiées à l'export et à l'import, ainsi que la mise en œuvre progressive du guichet unique. À fin 2024, 11 780 projets d'investissement avaient déjà été enregistrés, représentant une valeur globale de 4 700 milliards de dinars, soit 35 milliards de dollars. Et ce, « avant même l'entrée en service effective du guichet unique », a précisé Guessoum, qui considère cet outil comme « un saut qualitatif majeur vers une administration moderne et efficace ». De son côté, HadeF a insisté sur la nécessité de lever les blocages logistiques et administratifs afin de garantir une crois-

sance rapide et intégrée. Il a notamment alerté sur un retard logistique estimé à 40 %, très loin de la moyenne mondiale acceptable de 15 %, qui nuit à la fluidité des échanges et à l'attractivité du marché algérien. Autre talon d'Achille : la digitalisation. Bien que certains progrès aient été réalisés, notamment avec la révision de la loi sur la monnaie et le crédit qui introduit les Payment Service Providers, l'accès au paiement en ligne international, à la promotion digitale et à des plateformes numériques interconnectées demeure limité. « Le remède à la bureaucratie, c'est la digitalisation », a tranché Guessoum, appelant à une mise en œuvre rapide des dispositifs légaux. La présence d'Oman comme invité d'honneur reflète la nouvelle orientation partenariale de l'Algérie, fondée sur une logique de coopération « gagnant-gagnant », comme l'a souligné HadeF. Plusieurs accords ont été signés avec ce pays du Golfe, tandis que les relations économiques se renforcent également avec la Turquie, la Chine, le Qatar et certains États membres de l'Union européenne. En croisant ambitions internes et opportunités internationales, la FIA 2025 s'impose ainsi comme le révélateur du changement de cap économique algérien. « L'Algérie dispose d'une base industrielle et d'atouts humains pour devenir un pôle régional. À condition que l'environnement d'affaires soit stabilisé, modernisé et accompagné d'une vision claire », a conclu HadeF sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale. Pour Guessoum, cette foire est l'occasion de prouver que la transformation est bel et bien en marche : « Nous avons les talents, les ressources et la volonté. Ce qu'il nous faut désormais, c'est accélérer la mise en œuvre et garantir la cohérence de l'action économique ».

ELLE INVITE LES VISITEURS À DÉCOUVRIR SES DIFFÉRENTS SERVICES L'ANEP annonce sa participation à la 56^e édition de la FIA

L'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) a annoncé, dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, sa participation à la 56^e Foire internationale d'Alger, qui se tiendra du 23 au 28 juin 2025 au Palais des expositions (SAFEX) à Alger. Placée sous le haut patronage du Président de la République, cette manifestation constitue une occasion privilégiée pour découvrir les services proposés par l'ANEP en matière de communication, d'édition et de publicité, et pour échanger avec des professionnels dans une ambiance conviviale et dynamique, précise la même source. À travers ses filiales et unités spécialisées, ACS (Communication et Signalétique), AME (Anep Messagerie Express), AL24 News (audiovisuel), ainsi que l'imprimerie de Rouiba, l'ANEP réaffirme son engagement à accompagner les entreprises algériennes, grâce à une expertise diversifiée et reconnue dans ses domaines d'activité. L'entreprise souhaite la bienvenue aux visiteurs de la FIA et les invite à découvrir son stand, situé au pavillon Central C, accessible de 10h à 19h.

CONSTANTINE La 3^e édition du "WebExpo El Djazaïr" du 25 au 28 juin

La ville de Constantine abritera, du 25 au 28 juin au Complexe culturel Ahmed-Bey (Zénith), la 3^e édition du salon international "WebExpo El Djazaïr 2025", ont indiqué, lundi, les organisateurs de cette manifestation. Organisée sous le slogan : "Algérie numérique : innovation-connectivité-transformation", le WebExpo El Djazaïr verra la participation de plus de 60 exposants entre start-ups, incubateurs d'entreprises, structures publiques et privées, ainsi que de trois sociétés étrangères représentant plusieurs pays", a indiqué Amir Alia, directeur de BridgeCom, organisateur de l'événement, dans une déclaration à l'APS. Il a également affirmé que le salon, qui devrait attirer plus de 10.000 visiteurs durant les quatre jours de la manifestation, est "un événement attendu dans le domaine de l'innovation technologique, de l'entrepreneuriat numérique et de la transformation numérique". L'objectif de la manifestation consiste à soutenir l'innovation numérique et à promouvoir l'utilisation de technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), la cybersécurité et l'économie financière technologique, ainsi qu'à renforcer les liens entre les universités, les entreprises et les investisseurs, a ajouté M. Alia. Un "WebExpo Summit", dédié aux conférences et aux rencontres scientifiques autour des défis de la numérisation, un "Startup Space" où seront présentés des projets de start-ups, et un "Arena Gaming", pour les amateurs de jeux électroniques et de culture numérique pour les jeunes, seront mis sur pied au cours du salon, selon la même source. L'événement verra également le lancement de l'initiative "Caravanes du futur" qui vise à diffuser la culture numérique et à sensibiliser à l'importance du paiement électronique, organisée sous le patronage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, et de la wilaya de Constantine.

INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE
L’ANPP obtient la
certification de
conformité à la
norme
internationale
”ISO 9001”

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a obtenu la certification de conformité à la norme internationale "ISO 9001", à l'issue d'une évaluation rigoureuse et globale par l'Organisme algérien de certification et d'évaluation de la conformité, indique, dimanche, un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Conformément aux directives du ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, et dans le cadre du renforcement de la performance institutionnelle selon les normes internationales, "l'ANPP a récemment obtenu la certification de conformité à la norme internationale (ISO 9001:2015)", précise le communiqué. L'ANPP s'est vue attribuer cette certification à l'issue d'une évaluation rigoureuse et globale menée par l'Organisme algérien de certification et d'évaluation de la conformité (Vera Conformité), ajoute le communiqué. Cette réalisation a été obtenue, selon la même source, grâce au soutien des cadres de l'ANPP et à la conjugaison des efforts des différentes équipes de travail, en vue d'atteindre cet "accomplissement honorable", dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan de réforme global visant à développer les compétences de l'ANPP, à ancrer une culture de l'excellence, et à améliorer la qualité des services de contrôle et de réglementation, dans le but de promouvoir la production locale de médicaments et de dispositifs médicaux.

ACCIDENT AU STADE DU 5 JUILLET
Le PDG de Sonatrach au chevet
des supporters blessés

Le Président directeur général (P-DG) de Sonatrach, Rachid Hachichi, s'est rendu dimanche soir au Centre Hospitalo-universitaire (CHU) de Beni Messous, au chevet des supporters blessés suite à l'accident survenu samedi, au Stade du 5 Juillet, indique dimanche un communiqué du groupe. "Cette visite a été l'occasion de s'enquérir de l'état de santé des blessés et de leur témoigner sa compassion en cette période difficile" précise le communiqué. "Echangeant sur place, avec quelques supporters blessés, M. Hachichi n'a pas manqué d'exprimer sa compassion, sa solidarité et son soutien en ces

circonstances qui les ont affectés, ainsi que l'ensemble des supporters du Mouloudia club d'Alger (MCA), tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés", ajoute la même source. Le PDG du Groupe a également saisi cette occasion pour exprimer son affliction suite au décès des trois (3) supporters, priant Allah Tout-Puissant de les entourer de Sa sainte miséricorde et de prêter patience et réconfort à leurs familles. M. Hachichi s'est également déplacé aux domiciles des supporters décédés, pour présenter ses condoléances et apporter son soutien à leurs familles.

FINANCEMENT ALTERNATIF

La COSOB organise une formation
régionale sur le capital-investissement

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a lancé, samedi, une session régionale de formation sur le capital-investissement, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les compétences liées aux mécanismes de financement alternatifs, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Placée sous le thème "le cycle de vie de l'investissement : techniques de gestion et de structuration du capital-investissement", cette formation de cinq jours vise à promouvoir l'intermédiation financière non bancaire et à accompagner les réformes réglementaires en cours, notamment la mise en œuvre du Règlement COSOB n 24-02 relatif à la création des Fonds de Placement Collectif à Risque (FPCR). Organisée en partenariat avec l'Union des Autorités Arabes de Valeurs Mobilières (UASA), que préside actuellement la CO-

SOB (mandat 2025-2026), cette initiative constitue un levier pour préparer les acteurs du marché à l'opérationnalisation de ces nouveaux instruments de financement. La cérémonie d'ouverture s'est tenue en présence du président de la COSOB, M. Youcef Bouzenada, de la directrice générale de l'Institut algérien des hautes études financières (IAHEF), ainsi que de représentants de l'UASA. La session regroupe des cadres des autorités de régulation des marchés financiers du Sultanat d'Oman et de Libye, des représentants du Fonds national d'investissement (FNI), de sociétés de capital-investissement, de banques, de compagnies d'assurances, d'intermédiaires en opérations de bourse et de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). La formation est assurée par un expert international reconnu, membre du réseau des formateurs

de l'UASA, spécialisé dans le capital-investissement et les stratégies de financement des entreprises innovantes. Le programme aborde de manière exhaustive les différentes phases du capital-investissement : identification des opportunités, structuration juridique et financière, négociation des termes contractuels, gestion active des participations, création de valeur et stratégies de sortie. Des modules spécifiques sont également consacrés aux méthodes d'évaluation des entreprises et à l'analyse du retour sur investissement, répondant ainsi aux besoins techniques des professionnels du secteur. A travers cette initiative, la COSOB réaffirme son engagement à créer un environnement favorable au développement du capital-investissement en Algérie, en tant qu'outil stratégique pour le financement des entreprises à fort potentiel de croissance.

ORGANISATION DE LA OMRA

Délivrance des premières autorisations par l’ONPO

techniques adoptées", selon le communiqué. Cette démarche marque le "lancement pratique de la nouvelle saison de la Omra, la direction de l'ONPO étant engagée à assurer un environnement organisationnel empreint de clarté, garantissant des services sûrs et organisés

aux pèlerins", souligne la même source. L'inscription et le retrait du cahier des charges "restent ouverts jusqu'au 12 novembre 2025", selon le communiqué qui précise que "l'annonce des agences acceptées se fera progressivement".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Juin 2025

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
			Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre		58	65	51	البطاطا
	Tomate		69	81	56	الطماطم
	Oignon sec		42	49	36	البصل الجاف
	Ail vert		212	237	186	الثوم الخضراء
	Carotte		87	98	76	الجزر
	Navet		89	100	78	لفت
	Poivron		104	118	90	الفلفل الاخضر
	Piment		127	144	111	الفلفل الحار
	Courgette		81	93	69	الكوسة
	Haricot vert		188	210	166	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue		99	111	88	الخس
	Pomme locale		415	480	350	التفاح المحلي
	Datte		572	706	437	التمر
	Banane		419	429	409	الموز
	Melon		121	137	105	البطيخ الاصفر
	Pastèque		90	105	75	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale		1759	1849	1618	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair		417	430	403	الدجاج
	Œufs (Unité)		16	17	15	البويض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)		95	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	440,00	NC	0,00	4,00	4,17	8,49	6,82	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 425,00	1425,00	0,00	0,29	1,11	0,00	-	1044	1 487 700,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,78	4,08	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	6446	14 825 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-3,15	2,03	-	0	0,00

17 E SOMMET DES AFFAIRES ETATS-UNIS -AFRIQUE 2025

L’Algérie expose sa stratégie énergétique à Luanda

C’est à Luanda, en tant que représentant le président de la République, Abdelmajjid Tebboune, lors de ce 17 Sommet des affaires États-Unis–Afrique, que le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a exposé la stratégie énergétique de l’Algérie.

Par Réda Hadi

Placée sous le thème « Les voies de la prospérité : une vision commune du partenariat entre les États-Unis et l'Afrique », cette édition rassemble plus de 1 500 participants : chefs d’État, membres de gouvernements, dirigeants de grandes entreprises africaines et américaines, ainsi que des représentants d’institutions financières et d’organisations internationales. Le ministre Arkab conduit une délégation de haut niveau, composée notamment de la secrétaire d’État chargée des Affaires africaines, Selma Bakhta Mansouri, ainsi que de cadres des ministères de l’Énergie et des Affaires étrangères. Cette participation reflète la volonté de l’Algérie de renforcer son ancrage continental tout en consolidant ses relations stratégiques avec les États-Unis. Lors de son discours, il exposé la stratégie énergétique nationale, articulée autour de trois axes majeurs : la sécurité énergétique, une transition énergétique juste, et le développement de l’hydrogène vert comme levier d’avenir. Dès l’entame de son intervention, le ministre d’État a salué le rôle central de l’Angola dans l’accueil de ce sommet majeur, qui coïncide

avec le cinquantenaire de son indépendance et sa présidence de l’Union africaine pour l’année 2025. Il a souligné le caractère déterminant de cette rencontre, marquant le passage des intentions aux réalisations concrètes en matière de projets énergétiques sur le continent. Il a mis en exergue le potentiel énergétique considérable de l’Afrique, tant dans le domaine des hydrocarbures que dans celui des énergies renouvelables, appelant à l’exploitation stratégique de ces ressources à travers des partenariats efficaces, à même d’améliorer les conditions de vie des populations africaines et d’atteindre les objectifs du développement durable. Dans ce cadre, il a cité plusieurs grands projets structurants lancés par l’Algérie en faveur de l’intégration énergétique africaine, notamment : le gazoduc transsaharien, les interconnexions électriques régionales, les initiatives pour le développement des énergies renouvelables, et le plan national pour l’hydrogène vert. Ces projets visent à positionner l’Algérie comme un acteur-clé de la production et de l’exportation d’énergie propre vers l’Afrique et l’Europe. Au nom du Président de la République, M.

Arkab a également appelé à la mise en place de mécanismes de financement innovants, ainsi qu’à l’intensification de la coopération américano-africaine dans les domaines du transfert de technologie, de la formation, de la recherche conjointe et de l’innovation industrielle. Il a réaffirmé la disponibilité de l’Algérie à partager son expertise technique avec les pays frères du continent. En conclusion, le ministre d’État a lancé un appel aux partenaires américains de l’Algérie pour renforcer leurs investissements en Afrique, et tirer profit des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), insistant sur l’importance de bâtir un partenariat gagnant-gagnant, fondé sur la confiance, le respect mutuel et un développement partagé. Cette participation s’inscrit dans le sillage de la transformation économique engagée par l’Algérie, et témoigne de son engagement à bâtir une économie africaine intégrée, inclusive et durable. Elle reflète également la volonté d’Alger de contribuer activement à la mise en œuvre de l’Agenda 2063 de l’Union africaine, tout en renforçant son ouverture à des partenariats internationaux équilibrés et mutuellement profitables.

ANPDP

Les applications Microsoft dans le domaine de l’intelligence artificielle présentées

Le représentant de la société Microsoft a présenté un exposé devant les cadres de l’Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), portant sur les applications et services de cette entreprise dans le domaine de l’intelligence artificielle (IA), a indiqué lundi un communiqué de l’Autorité. "Dans le cadre de l’examen de la mise en place des règles et des normes à respecter lors de l’uti-

lisation de l’intelligence artificielle dans le traitement des données à caractère personnel, l’ANPDP a écouté, dans une première étape, le représentant de Microsoft qui a présenté, à sa demande, un exposé devant les ingénieurs en informatique et les juristes de l’Autorité, sur les applications et services de Microsoft 365, qui intègre un assistant IA baptisé Copilot (Microsoft 365 Copilot)", précise le communiqué, ajoutant

que "les applications et services de Microsoft 365 sont exploités à distance et les données collectées sont stockées sur Cloud Microsoft, hors du pays". La rencontre a également été l’occasion de débattre du "taux de conformité des technologies d’IA avec les dispositions de la loi relative à la protection des données à caractère personnel", conclut le communiqué.

ALGÉRIE–ÉGYPTE

Le renforcement de la coopération énergétique examiné

Par R E.

Le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, s’est entretenu hier à Luanda avec le ministre égyptien du Secteur des entreprises publiques, en marge des travaux de la 17^e édition du Sommet Afrique–États-Unis sur les affaires, qui se déroule dans la capitale angolaise. Cette rencontre a été l’occasion de

passer en revue l’état actuel de la coopération entre l’Algérie et l’Égypte, et d’examiner les perspectives de son élargissement, notamment à travers l’exploration de nouvelles opportunités d’investissement et de partenariat dans les domaines de l’énergie, des mines et des énergies renouvelables. Au cours des discussions, les deux parties ont mis en avant le potentiel important de coopération dans les secteurs des hydrocarbures, des in-

dustries pétrolières, gazières et pétrochimiques, ainsi que dans le développement des infrastructures énergétiques et du secteur émergent de l’hydrogène vert. L’accent a également été mis sur l’exploitation conjointe des opportunités offertes par le secteur minier, en particulier dans les industries de transformation du phosphate, la production d’engrais, et sur le renforcement de l’échange d’expertises et de savoir-

faire techniques dans ce domaine stratégique. Les deux ministres ont également évoqué les moyens de renforcer la coopération régionale et l’intégration économique, notamment à travers la mise en œuvre de projets stratégiques tels que l’interconnexion électrique régionale reliant l’Algérie à la Tunisie, la Libye et l’Égypte, ainsi que d’autres projets miniers d’intérêt commun.

La rencontre s’est conclue par un accord sur l’intensification de la coordination et des échanges de visites entre les acteurs économiques des deux pays, en vue de concrétiser des projets d’investissement conjoints, fondés sur le principe du bénéfice mutuel, en particulier dans les domaines des infrastructures énergétiques et de la valorisation des ressources minières.

PRODUCTION D’HYDROGÈNE VERT

L’Algérie, deuxième pays africain le plus compétitif

Par M. A.

Dans la dynamique mondiale de transition énergétique, l’Algérie se positionne avec ambition et efficacité. Une récente étude menée par des chercheurs européens sur le coût de production de l’hydrogène vert dans 31 pays africains place l’Algérie au deuxième rang des pays les plus compétitifs du continent, juste derrière la Mauritanie. Selon cette enquête, relayée par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le coût de production du kilogramme d’hydrogène vert en Algérie est estimé à 4 euros, soit environ 4,63 dollars,

grâce à une exploitation optimale du potentiel éolien, qui constitue le principal levier de compétitivité du pays dans ce domaine. L’étude s’est basée sur le calcul du coût actualisé de production (LCOH), en prenant en compte les coûts d’investissement, les technologies utilisées (électrolyseurs, stockage d’hydrogène et d’ammoniac, batteries), ainsi que les sources d’énergie renouvelable. Elle met en lumière une vérité technique : l’électricité issue de l’éolien terrestre demeure moins coûteuse que celle issue du solaire, expliquant la performance des pays ayant misé sur cette filière. La Mauritanie, avec un coût estimé à 3,8

euros/kg (4,40 dollars), se hisse en tête du classement. Suivent la Namibie (4,1 €), le Kenya (4,3 €) et le Maroc (environ 4,4 €). Tous ces pays partagent un point commun : une forte exposition aux vents exploitables et une volonté affirmée d’investir dans les infrastructures nécessaires. À l’inverse, des pays comme le Liberia, la Guinée équatoriale, le Gabon, la Sierra Leone ou encore le Congo enregistrent des coûts dépassant les 10 euros par kilogramme, en raison de leur dépendance à l’énergie solaire, plus coûteuse dans ce contexte. Le positionnement de l’Algérie est d’autant plus stratégique que l’Europe, en quête de

solutions alternatives aux énergies fossiles, regarde désormais vers l’Afrique pour importer de l’hydrogène vert. Dans ce contexte, les atouts algériens, gisement éolien, espace désertique, proximité géographique avec le Vieux Continent et infrastructures gazières existantes, deviennent des arguments de poids. Cette compétitivité, à condition d’être soutenue par des politiques incitatives et une stabilité réglementaire, pourrait permettre à l’Algérie de devenir un acteur majeur de la filière hydrogène verte, non seulement à l’échelle africaine, mais aussi sur le marché méditerranéen.

APN

Adoption du projet de loi fixant les règles générales d’exploitation des plages

Synthèse R E.

Les membres de l’Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, hier, le projet de loi fixant les règles générales d’utilisation et d’exploitation touristiques des plages et ce, lors d’une séance plénière présidée par le président de l’institution parlementaire, M. Brahim Boughali. Ont assisté à la séance plénière, la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Mme Houria Meddahi, et la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou. Le projet de loi renferme de nouveaux amendements visant à «améliorer la qualité des prestations touristiques balnéaires, en exigeant des opérateurs souhaitant bénéficier de concessions en la matière d’avoir des qualifications dans les domaines du tourisme et des loisirs». Parmi les principales propositions figure «l’obligation d’élaborer un plan d’aménagement pour chaque plage autorisée à la baignade, comme outil juridique permettant d’organiser l’exploitation de ces espaces». Dans une déclaration à la presse à cette occasion, la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, a affirmé que l’adoption du projet de loi fixant les règles d’exploitation touristique des plages constitue «un nouvel acquis législatif qui vient enrichir le système juridique algérien». Elle a indiqué que «l’adoption, lundi, par les membres de l’APN du projet de loi modifiant et complétant la loi 03-02 fixant les règles générales d’utilisation et d’exploitation touristiques des plages est à même de renforcer le rôle central du tourisme dans la relance du développement national et dans la diversification de l’économie nationale, ce qui en fait un nouvel acquis législatif qui vient enrichir le système juridique algérien, au service de l’intérêt général». Et d’ajouter que ce texte s’inscrit dans le cadre «des réformes législatives en cours en Algérie, en adéquation avec les exigences actuelles du citoyen et en réponse à ses diverses préoccupations, notamment dans le domaine touristique».

GUELMA

Un rendement moyen de la récolte de colza de 20 quintaux à l’hectare

Le rendement moyen de la campagne de moisson de colza de la saison 2024-2025 a été lancé début juin courant dans la wilaya de Guelma pour atteindre 20 quintaux à l'hectare, à-on informé dimanche auprès de la direction locale des servies agricoles (DSA). Dans une déclaration à l'APS, Mme Khadra Hami, cheffe du service de régulation de la production et soutien technique de cette direction, a précisé que ce rendement a été obtenu sur les 200 hectares concernés par la campagne de récolte qui se poursuit au niveau des unités de production agricole de la wilaya engagées dans la culture de cette plante oléagineuse. Ce rendement constitue " un indicateur positif " de la concrétisation des objectifs tracés de culture de cette plante oléagineuse à grande valeur économique, a souligné le même cadre, indiquant que la campagne de moisson de colza se poursuit parallèlement à la campagne de moisson battage des céréales. La superficie totale dédiée au colza dans la wilaya de Guelma a atteint 1,558 hectares que les unités de production agricole (ex fermes pilotes) ont pris en charge l'emblavure et le suivi technique, selon la même source. La culture du colza au titre de cette saison agricole s'inscrit dans le cadre du programme de culture des oléagineux qui concerne au total 2.120 hectares dont 1.558 hectares réservés au colza, 510 hectares au tournesol, 32 hectares au maïs et 20 hectares au soja, selon la direction des services agricoles.

GHARDAIA

Près de 270.000 palmiers dattiers seront traités contre le Boufaroua et le Myelois

Près de 270.000 palmiers dattiers productifs, disséminés à travers les palmeraies de la wilaya de Ghardaïa, seront traités contre les parasites du Boufaroua et du Myélois, a révélé lundi la direction locales des services agricoles (DSA).

Initiée annuellement par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'opération (curative et préventive), cible le traitement de 185.000 palmiers contre le Bouferoua et 85.000 palmiers contre le Myelois, a précisé le DSA, Sid Ahmed Melahi. Un financement de 15 millions DA a été mobilisé pour la concrétisation de cette opération inscrite dans la cadre de la stratégie nationale visant à protéger le palmier dattier des parasites et ravageurs nuisibles afin d'améliorer la production et la qualité des dattes algériennes et préserver le palmier, a-t-il ajouté. L'opération, qui sera lancée prochainement, a été précédée par une "étude diagnostique" et des tournées de prospection de la situation phytosanitaire dans les différentes palmeraies de la wilaya, a expliqué le DSA en signalant que

l'évaluation de la situation phytosanitaire a été effectuée par les ingénieurs agronomes de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), tandis que le traitement sera effectué par des micro-entreprises et les agriculteurs après soumission et suivi d'un cahier de charge. Une action de sensibilisation préventive des phoeniculteurs et propriétaires de palmiers aux enjeux liés à la production de dattes de qualité et la lutte contre la pullulation des parasites du palmier a été lancée auparavant par la station régionale de la protection des végétaux (SRPV) de Ghardaia, selon la même source. Compte tenu de son impact socioéconomique et environnemental dans les zones oasiennes du pays, le patrimoine phoenicole national, qui compte plus de 20 millions de palmiers, dont plus de 12 millions productifs, offre une multitude de variétés cé-

lèbres, notamment les espèces nobles telles que Deglet-Nour, Ghers, Bent-K'bala, Timjouhart et permet de pérenniser l'écosystème et l'environnement des populations soumises aux aléas naturels et climatiques. Le Boufaroua et le Myelois sont des vers qui tissent autour d'un régime de dattes une toile semblable à celle de l'araignée, rongent le fruit et étouffent le palmier, causant une baisse sensible de sa productivité et de la qualité du fruit, selon les agronomes. La wilaya de Ghardaia qui compte près de 1.027.990 de palmiers dattiers, dont 914.550 productifs, espère réaliser cette saison, selon la DSA, une "bonne" récolte estimée à plus de 545.000 QX de dattes, qui reste tributaire de conditions climatiques favorables, du suivi phytosanitaire et du traitement préventif et curatif contre les maladies du palmier.

ILLIZI

Programme spécial pour satisfaire la demande croissante en électricité durant l’été

Un programme spécial a été mis en place dans la wilaya d'Illizi, par la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), pour satisfaire la demande croissante en électricité durant la période estivale et assurer la continuité du service public, a-t-on appris lundi de la direction locale de l'entreprise. Le programme a porté sur la réalisation de plus de 35 km de réseaux de distribution électrique (moyenne et basse tensions) et de quatre (4) départs sur un linéaire de 32 km, ainsi que la mise en place de trois (3) transformateurs de 400 kilovolts ampères, a-t-on précisé. Les

capacités de production d'électricité dans la circonscription administrative de Debdeb ont également été renforcées par la mise en place d'une turbine mobile de 22 mégawatts, afin d'améliorer les capacités offertes en la matière, a-t-on ajouté. La Sonelgaz a assuré, par ailleurs, un taux de raccordement de 100% dans les zones enclavées de la wilaya, selon la même source qui signale aussi l'entame par les équipes techniques d'un programme de maintenance et d'entretien afin d'éviter d'éventuelles pannes en période de pics de consommation.

De plus, pour ancrer la culture de la rationalisation de la consommation énergétique (électricité et gaz) chez le citoyen, une large campagne de sensibilisation a été lancée par l'entreprise sous le signe "consommation rationnelle, avenir préservé". L'initiative a pour objectif d'asseoir un équilibre entre la satisfaction des besoins croissants et la préservation des ressources énergétiques, de sorte à assurer la pérennité des prestations et le développement socioéconomique de la wilaya, selon la même source.

BATNA

Coup d’envoi de la campagne de moisson-battage au Nord de la wilaya

Le coup d'envoi de la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2024-2025 dans la partie Nord de la wilaya de Batna a été donné dimanche dans une unité de production agricole dans la commune de Timgad. Selon les explications présentées au wali, Mohamed Benmalek qui a présidé l'opération, cette campagne concernera une superficie de 82.719

hectares dont 28.895 hectares consacrés au blé dur, 31.437 hectares à l'orge, 6.812 hectares au blé tendre et le reste à l'avoine. Tous les moyens ont été mis en place pour assurer le succès de la campagne qui mobilisera plus de 4.600 engins dont des moissonneuses batteuses, des tracteurs, des citernes et appareils d'attache, selon les informations données sur place.

Lors de sa visite à l'exposition organisée à l'occasion avec la participation de la Coopérative des Céréales et des Légumes Secs (CCLS), de la Caisse Régionale de la Mutualité Agricole (CRMA) et de la chambre de l'agriculture, le wali a appelé à intensifier l'opération de sensibilisation des agriculteurs à livrer leurs récoltes à la CCLS et à prendre les mesures préventives des feux de

champs. La campagne qui a été lancée le mai 1er passé dans la partie Sud de la wilaya se déroule dans de bonnes conditions et plus de 49.000 quintaux de céréales ont été collectés, a ajouté le wali estimant que la récolte de cette saison sera abondante. Le wali a présidé également la mise en exploitation d'un centre de proximité de stockage de céréales dans la

commune d'Ayoune El Assafir avec une capacité de 50.000 quintaux. Un centre similaire a été inauguré dernièrement dans la commune d'El Djezzar portant à 1,04 millions quintaux les capacités actuelles de stockage de la wilaya en attendant la réception de trois autres centres de proximité totalisant 150.000 quintaux et un silo à grains d'une capacité d'un million quintaux.

MILA

Campagne de nettoyage des «points noirs» en zones forestières

La conservation des forêts de la wilaya de Mila a lancé, en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports, une campagne de nettoyage des " points noirs " dans les zones forestières, a-t-on appris, dimanche, auprès du conservateur des forêts, Larbi Khechamli. La campagne, dont le coup d'envoi avait été donné le 19 juin dans la forêt de Djebel Grouz, dans la commune d'Oued Athmania, pour se poursuivre jusqu'au 26 juin, vise, en plus des opé-

rations de nettoyage, à sensibiliser les citoyens, notamment les riverains des espaces boisés, aux dangers des incendies, a précisé le même responsable. M. Khechamli a précisé que ses services ont identifié 10 " points noirs " (points d'accumulation de détritus, de verre et d'herbes sèches) dans les forêts de la wilaya, près des communes d'Oued Athmania, de Tadjenanet, de Derradji-Bouslah, de Rouached, de Hamala, de Terrai Bainen, de Mila, de Teleghma, de Chelghoum-Laïd et de

Sidi-Merouane, ce qui nécessite, a-t-il souligné, une intervention rapide en prévision des grandes chaleurs. Il a fait savoir qu'un programme d'action a préalablement été élaboré en coordination avec tous les acteurs concernés, tels que la direction de la jeunesse et des sports (DJS), celles de la protection civile et de l'environnement, ainsi que les collectivités locales et les acteurs de la société civile, afin de débarrasser les " points noirs " des déchets ménagers " souvent jetés sans

discernement et qui menacent le couvert forestier ". L'organisation de telles actions préventives, accompagnées d'un travail de sensibilisation impliquant les jeunes adhérents des structures de jeunesse et les associations, " viennent en soutien des efforts des autorités publiques visant à protéger le couvert végétal et à diffuser une culture de prévention contre les risques d'incendies menaçant les forêts ", a conclu le même responsable.

Donald Trump doit reprendre le costume de va-t'en paix

Dans un tournant aussi spectaculaire que périlleux, les États-Unis ont frappé trois sites nucléaires iraniens aux côtés d'Israël. Une intervention tactique, ciblée, mais aux conséquences géopolitiques incertaines. À l'heure où l'Iran semble affaibli, la diplomatie devra reprendre ses droits pour éviter l'embrasement régional. Mais la logique du rapport de force domine encore, dans un Moyen-Orient au bord de l'implosion.

Par Sébastien Boussois (*)

Les États-Unis sont donc entrés en guerre pour un temps aux côtés d'Israël la nuit de samedi à dimanche, en bombardant les trois sites nucléaires clés de l'Iran, à Natanz, Ispahan et le fameux site enfoui de Fordo. Le « pour un temps » est important de conséquences, car à la différence de nombreux conflits du XXe siècle, où les Américains se sont embourbés, Donald Trump devrait avoir tiré les conséquences des erreurs passées de son pays : frapper vite et fort, mais ne pas s'éterniser, pour ne pas porter l'entière responsabilité de l'échec d'une implication de la première puissance mondiale. Il a apporté un soutien tactique indispensable à Tel-Aviv pour venir à bout des installations iraniennes que Netanyahu jugeait dangereuses. À l'heure actuelle, il est encore difficile d'être sûr à 100 % que Téhéran aurait produit du nucléaire à terme militaire pour viser l'État hébreu. Mais ce dont on peut être sûr, c'est que le régime n'avait aucune bonne intention en tête à l'égard de l'État juif.

Frapper ou ne pas frapper

Trump a longuement tergiversé avant de frapper. L'Amérique, gendarme du monde, il ne le souhaite plus. On se souvient qu'en 2003, Washington était entré en guerre contre l'Irak, en dehors de tout cadre du droit international et que le renversement de Saddam Hussein n'avait pas vraiment réussi aux Irakiens. Il en avait été de même en Afghanistan dès 2001, suite aux attentats du 11 septembre 2001, pour les Américains d'ailleurs, qui avant ce conflit comme après ont toujours échoué à imposer leurs objectifs, voire la démocratie à l'extérieur. La théorie du changement de régime par l'extérieur n'a jamais été très concluante, Trump le sait. S'il a cédé aux sirènes de Netanyahu qui lui a forcé la main dans ce conflit pour frapper « préventivement » Téhéran, il aurait tort d'aller plus loin. Ce succès militaire, comme il l'affirme, doit être une marque de soutien indéfectible à l'État hébreu, mais il ne doit pas se transformer en piège, coincé par la folie furieuse d'un Netanyahu jusqu'aboutiste dans tout ce qu'il fait. La diplomatie doit revenir au plus vite, maintenant que le régime iranien est au plus faible et empêcher un embrasement régional et une dangereuse mécanique des alliances, surtout du côté russe, chinois et pakistanais.

Le rejet des guerres sans fin

Donald Trump rejette les guerres sans fin, car elles incarnent, selon lui, l'échec des élites de Washington et le gaspillage des ressources américaines. Pour son électorat, ces conflits exté-



rieurs ruinent l'économie, coûtent des vies inutiles et détournent l'attention des priorités nationales comme l'emploi, les frontières ou la sécurité intérieure. Marqué par les fiascos en Irak et en Afghanistan, Trump voit ces engagements comme des pièges stratégiques impossibles à gagner. Il considère que les États-Unis ne doivent plus jouer les gendarmes du monde, surtout lorsque les alliés profitent du parapluie militaire américain sans partager le fardeau. Sa doctrine « America First » repose sur le désengagement militaire et la négociation dure, non sur l'occupation ou le « nation-building ». S'il est intervenu ici, c'est qu'il a opéré une pirouette rhétorique en expliquant à son pays que l'Iran était aussi une menace pour l'Amérique, et qu'il risquait de porter atteinte aux intérêts des Américains, notamment en frappant sur une base américaine ou un navire déployé sur place.

Tirer les leçons du passé

Israël comme les États-Unis affirment que leur seul but est d'anéantir les capacités nucléaires iraniennes, mais pas de directement provoquer la chute du régime. À ce jour, aller plus loin c'est un nict définitif avec Trump. Depuis le retrait chaotique de Kaboul en août 2021, les images d'un hélicoptère évacuant les derniers diplomates américains au-dessus de l'ambassade des États-Unis ont ravivé un traumatisme ancien chez les Américains : celui de Saïgon, en 1975. Entre ces deux défaites symboliques, un demi-siècle s'est écoulé. Pourtant, le constat est constant : l'Amérique gagne les batailles, mais perd les guerres. Des jungles du Vietnam aux montagnes afghanes, des sables irakiens aux ruines libyennes, les États-Unis ont accumulé depuis les années 1970 des interventions

militaires qui se sont soldées, non pas par des victoires durables, mais par des échecs stratégiques et des chaos politiques dont le monde continue de payer le prix.

Une illusion de toute-puissance

La guerre du Vietnam a été le premier grand échec d'une superpuissance moderne face à une guérilla nationaliste. Plus de 58 000 soldats américains tués pour une guerre qu'aucune supériorité technologique n'a permis de remporter. Depuis, l'armée américaine n'a cessé de projeter sa puissance, croyant que ses moyens colossaux suffiraient à plier n'importe quel adversaire. Or, la réalité du terrain, toujours plus complexe, toujours plus locale, a chaque fois démontré que la force brute ne suffit pas. En Afghanistan, les États-Unis sont intervenus après les attentats du 11 septembre avec l'objectif de renverser les talibans et d'éliminer Al-Qaïda. En quelques semaines, Kaboul tombait. Mais vingt ans plus tard, les talibans reprenaient le pouvoir en quelques jours. Le mythe du « nation-building » américain a explosé, révélant une erreur stratégique majeure : vouloir reconstruire un État en exportant des modèles politiques étrangers à des sociétés profondément fragmentées.

Des exemples à gogo

Le cas de l'Irak reste emblématique. En 2003 sous prétexte d'armes de destruction massive qui n'ont jamais existé, le pays est aujourd'hui un État affaibli, fragmenté, sous influence iranienne, et théâtre de la naissance de Daech. La chute de Saddam Hussein a ouvert la boîte de Pandore d'un désordre régional qui ne s'est jamais refermée. L'échec n'est pas seulement militaire, il est moral, politique et civilisationnel.

L'intervention en Somalie en 1993, qui devait être humanitaire, s'est achevée dans le sang et l'humiliation. En Libye, l'intervention de 2011 pour faire tomber Kadhafi, soutenue par les États-Unis, a plongé le pays dans une guerre civile permanente. En Syrie, les États-Unis ont agi sans ligne claire, appuyant un camp puis l'abandonnant, notamment les Kurdes, trahis face à l'offensive turque.

Trump veut de la paix et du business

Ce que toutes ces guerres ont en commun, c'est leur incapacité à produire une paix stable. L'Amérique s'enlise, dépense des milliards, perd des hommes et finit par se retirer, laissant derrière elle un désordre souvent pire qu'avant. Les guerres menées par les États-Unis depuis un demi-siècle sont devenues le symbole d'un modèle d'intervention obsolète, incapable de comprendre les dynamiques locales et de gérer le post-conflit. Aujourd'hui, l'opinion publique américaine, fatiguée, refuse toute nouvelle guerre. Trump puis Biden, chacun à leur manière, ont acté ce désengagement, mais celui qui pourrait le premier le mettre vraiment en musique c'est l'actuel Président. Trump lors de sa campagne a intégré cette nouvelle réalité et promis à ses électeurs moins d'Amérique pour le monde et plus d'Amérique pour les Américains. Beaucoup dans le monde pensent que les États-Unis peuvent repenser leur rôle dans le monde non pas à travers la force, mais par la diplomatie, le droit international, et une réelle compréhension des sociétés qu'elle prétend transformer. Évidemment, les guerres préventives défient le droit international, mais que faire d'autre face à un Iran menaçant pour protéger Israël? Comment reprendre la piste du dialogue désormais dans un contexte non-multilatéral? C'est compliqué. Maintenant que le régime iranien est suffisamment affaibli et peut difficilement périr, Washington devra rapidement montrer sa capacité à peser dans le chaos actuel, en remettant en selle ce que Donald Trump souhaite le plus voir appliquer à sa sauce : l'art du deal. Sinon quoi d'autre pour sauver Israël, l'Iran du futur, le Moyen-Orient et la planète? Les armes ont parfois conduit à la paix, avec l'Allemagne en 1945, mais après c'est tout de même le dialogue qui a repris.

(*) Docteur en sciences politiques, chercheur monde arabe et géopolitique, enseignant en relations internationales à l'ICHECS (Bruxelles), associé au Cnam Paris (équipe Sécurité Défense), à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IÉGA Paris), au Nordic Center for Conflict Transformation (NCCT Stockholm) et à l'Observatoire géostratégique de Genève (Suisse).

EGYPTE

479 millions \$ mobilisés pour construire une centrale solaire avec stockage

En Egypte, plusieurs institutions financières s'organisent pour boucler le financement de la première centrale solaire avec batteries à grande échelle du pays. Un projet de 590 millions de dollars, financé à 80% par la BAD, la BERD et BII, pour renforcer la transition énergétique nationale. C'est un tournant majeur dans la transition énergétique égyptienne. A Nagaa Hammadi, dans le sud du pays, un vaste projet d'énergie solaire doté de batteries de stockage verra le jour, grâce à un financement international de 479,1 millions de dollars. Cette enveloppe, mobilisée par plusieurs institutions de développement, permettra de construire une centrale solaire photovoltaïque de 1,1 GW, intégrée à un système de stockage par batteries de 200 MWh – une première en Égypte à cette échelle. Le montage financier, piloté par British International Investment (BII), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), couvre près de 80 % du coût total du projet (590 millions \$). Il s'agit d'une « blended finance » qui combine prêts concessionnels, garanties et subventions pour rendre viable une infrastructure stratégique, indique-t-on. La BAD engage 184,1 millions de dollars, dont 125,5 millions issus de ses ressources ordinaires et près de 40 millions provenant de fonds climat partenaires (Canada-BAD, SEFA, CIF). La BERD apporte jusqu'à 173,5 millions de dollars, notamment une garantie européenne (EFSD+) et une subvention de 6,5 millions de dollars. Enfin, BII injecte 100 millions de dollars en prêt à taux préférentiel, complétés par une subvention remboursable de 15 millions pour réduire le coût des batteries, jugées cruciales pour la stabilité du réseau. Ce schéma de financement innovant rend possible une production d'électricité propre, pilotable et accessible, avec une mise en service en deux phases dès 2026, apprend-on. L'électricité produite – environ 3000 GWh par an – sera vendue dans le cadre d'un contrat de 25 ans à la compagnie nationale Egyptian Electricity Transmission Company, avec garantie souveraine.

TUNISIE

Comment les tarifs douaniers de Trump menacent la filière huile d'olive

En Tunisie, l'huile d'olive occupe la première place parmi les produits alimentaires exportés. Les États-Unis, étant l'un de ses marchés clés à l'international, le projet de hausse des tarifs douaniers prévu par Washington est suivi de très près par les acteurs de la filière.

Alors que la période de grâce de 90 jours accordée en avril dernier par les États-Unis à l'ensemble des pays visés par des taxes commerciales additionnelles prendra fin en juillet, la filière tunisienne de l'huile d'olive, pilier des exportations agricoles du pays, se retrouve à nouveau sous pression. Dans un rapport publié le jeudi 19 juin, l'Observatoire tunisien de l'Économie (OTE) avertit que ce secteur stratégique pourrait éventuellement être affecté de deux manières par l'application de ces nouveaux tarifs.

Une perte de compétitivité sur le marché américain

Le pays de l'Oncle Sam est en effet le principal débouché pour l'huile d'olive tunisienne, comptant pour plus de 28 % des expéditions en volume et près de 29 % en valeur. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent ainsi que la Tunisie a exporté 211 525 tonnes

de la denrée, générant 1,67 milliard \$ de recettes en 2024, dont 58 234 tonnes d'une valeur de 480 millions \$ absorbées par les USA. Dans un scénario d'application des nouveaux droits de douane, la Tunisie qui se verrait appliquer un tarif de 28 % pourrait voir sa compétitivité réduite par rapport à l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal, respectivement 1er, 2ème, 6ème et 7ème fournisseurs sur le marché américain, qui subiront des taxes de moindre ampleur (20 %), en tant que pays membres de l'Union européenne. Par ailleurs, la filière tunisienne sera moins compétitive par rapport à d'autres exportateurs émergents comme la Turquie, l'Argentine et le Maroc, envers qui les tarifs seront encore beaucoup plus cléments (10 %).

Un effet domino avec l'Europe

Outre cette perte directe de compétitivité, la filière tunisienne pourrait égale-

ment subir des effets secondaires à travers les liens commerciaux avec ses partenaires en Europe. D'après l'OTE, si les exportations italiennes et espagnoles vers les États-Unis baissent du fait des surtaxes qui leur sont aussi imposées, ces pays pourraient à leur tour réduire leurs achats d'huile tunisienne en vrac, qu'ils utilisent majoritairement pour le reconditionnement et la réexportation. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent par exemple qu'en 2024, ces deux pays européens ont absorbé à eux seuls près de 53 % des expéditions de la filière tunisienne en volume, soit près de 111 750 tonnes d'huile d'olive. L'impact serait donc double pour les producteurs tunisiens, qui pourraient être confrontés à la fois à une baisse de leurs exportations vers les USA, l'Espagne et l'Italie. Ensemble ces trois pays concentrent environ 80 % des expéditions tunisiennes d'huile d'olive.

CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Protocole d'accord entre l'Arabie saoudite et le Koweït

L'Arabie saoudite et le Koweït ont signé un protocole d'accord visant à renforcer la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, consolidant ainsi les efforts régionaux visant à renforcer la sécurité financière. L'accord, signé entre le Département général des enquêtes financières de l'Arabie saoudite et la Cellule de renseignement financier du Koweït, a été finalisé en marge de la deuxième réunion du Comité

des cellules de renseignement financier du Conseil de coopération du Golfe, qui s'est tenue au Koweït, a rapporté l'Agence de presse du Koweït. Le protocole d'accord vise à renforcer l'échange de renseignements et la coordination opérationnelle entre les deux pays. Il devrait améliorer considérablement l'efficacité des cadres de prévention de la criminalité financière dans la région, en s'alignant sur les normes internationales et en renforçant les

mécanismes communs entre les cellules de renseignement financier du CCG. L'accord reflète également les liens économiques plus larges entre les deux voisins du Golfe. En février, les exportations du Koweït vers l'Arabie saoudite ont atteint 137 millions de SR (36,5 millions de dollars), soit une augmentation de 19,6 % par rapport à l'année précédente, selon les données de l'Observatoire de la complexité économique.

Les représentants des deux pays ont souligné le rôle du protocole d'accord dans le renforcement des capacités nationales, la promotion de l'intégration régionale et l'alignement sur les meilleures pratiques en matière de renseignement financier et de conformité. Le renouvellement de la coopération intervient alors que l'Arabie saoudite continue d'encourager les investissements koweïtiens dans ses secteurs minier et industriel.

MAURITANIE

Les institutions du Groupe de coordination arabe allouent 2 milliards de dollars pour soutenir le développement

Le siège du Fonds de l'OPEP pour le développement international a accueilli ce lundi matin une table ronde de haut niveau sur le développement en Mauritanie, organisée en coordination conjointe entre le gouvernement mauritanien et le Groupe de coordination arabe. Lors de son discours d'ouverture, Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a remercié les membres du Groupe de coordination arabe, composé de dix institutions financières arabes représentées par leurs PDG et directeurs généraux, pour leur accompagnement constant des efforts de développement de notre pays, et pour leur confiance et leur soutien

continu à notre approche de développement. Il a réitéré la volonté de la Mauritanie de continuer à renforcer les relations de partenariat au service des intérêts communs et pour la réalisation du développement durable du peuple mauritanien. Son Excellence le Président de la République a également passé en revue les grandes lignes du portefeuille de projets de développement qui soutiennent le troisième plan quinquennal de la stratégie de développement de notre pays 2026-2030 et le programme d'investissement public pour la période 2026-2028. Dans leurs discours de bienvenue, MM. Abdulhamid Al-Khalifa, président du Fonds de l'OPEP pour le développement international, Mohamed Al-Jasser, prési-

dent du Groupe de la Banque islamique de développement, et Badr Al-Saad, directeur général du Fonds arabe pour le développement économique et social, ont souligné l'intérêt que leurs institutions portent à l'approfondissement de la coopération avec la Mauritanie et à la poursuite du soutien aux efforts de développement de notre pays. Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Sid'Ahmed Ould Bouh, a présenté les détails des projets proposés par notre pays, qui sont répartis entre les secteurs de l'électricité et de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, des infrastructures de transport et des ports, en plus des programmes de développement pour les wilayas et pour la ville de Nouakchott.

Après les interventions des chefs des institutions financières, le président du Groupe de la Banque islamique de développement, au nom des membres du Groupe de coordination arabe, a annoncé l'allocation par le Groupe de 2 milliards de dollars américains pour soutenir le développement de notre pays au cours de la période 2026-2030. La proposition de mettre en place un mécanisme de coordination actif entre notre pays et le Groupe de coordination arabe a été adoptée pour suivre la mise en œuvre des projets éligibles au financement via cette enveloppe, évaluer l'efficacité du processus et résoudre les problèmes susceptibles d'entraver le rythme de mise en œuvre des projets.

SOMALIE

Lancement de la première bourse des valeurs mobilières

La NSES a été inaugurée à Mogadiscio. Piloté par des acteurs privés en collaboration avec les autorités publiques, ce marché ambitionne de mobiliser des capitaux pour financer les entreprises locales et les projets publics. Les premières cotations sont attendues pour 2026, avec un focus sur les secteurs tels que les télécoms, l'énergie et la finance.

La Bourse nationale des valeurs mobilières de Somalie (NSES) a été officiellement lancée le jeudi 19 juin 2025. Elle a été mise en place par un groupe d'investisseurs locaux et d'experts du secteur financier, avec pour objectif de poser les bases d'un marché des capitaux formel dans le pays. La NSES fonctionnera au départ comme une structure privée, autorégulée, mais en coordination étroite avec les autorités publiques, notamment le ministère des Finances. Un cadre juridique spécifique aux valeurs mobilières est en cours de préparation pour encadrer ses activités. La nouvelle Bourse vise à faciliter l'accès

au financement pour les entreprises somaliennes. Elle leur offrira une plateforme pour lever des capitaux, tout en diversifiant les opportunités pour les investisseurs. Les premières transactions sont attendues pour début 2026. Elle se concentrera dans un premier temps sur les actions et les sukuk (obligations islamiques), notamment celles émises par l'Etat somalien, afin de soutenir des projets d'infrastructures et de développement. Les secteurs prioritaires identifiés sont les télécommunications, la banque, l'immobilier et l'énergie. Yasin M. Ibar, ancien directeur de l'Association des banquiers somaliens, est nommé directeur général de la NSES. « La

National Securities Exchange of Somalia (NSES) permettra aux entreprises d'accéder aux capitaux, aux investisseurs de soutenir la croissance de la Somalie et à notre économie de s'intégrer efficacement dans les marchés régionaux et mondiaux », a-t-il déclaré. La Banque centrale de Somalie, par la voix de son gouverneur adjoint, Ali Yassin Sheikh Ali, a affiché son engagement à soutenir techniquement la Bourse et à contribuer à la mise en place d'une régulation adaptée. L'objectif est de garantir un système financier stable, transparent et accessible à l'ensemble des acteurs économiques.

NIGERIA

Olam Agri se renforce dans le soja avec l'intégration de 5 000 agriculteurs

Au Nigeria, le marché des huiles comestible est en pleine croissance. Cette tendance encourage les investissements dans la production et la transformation d'oléagineux comme le soja. Au Nigeria, l'entreprise Olam Agri, filiale du groupe agroalimentaire singapourien Olam, veut intégrer 5000 petits exploitants agricoles à son programme d'approvisionnement en soja dans l'État de Kwara. C'est dans cette optique que la société a signé, le jeudi 19 juin,

un accord de partenariat avec IDH, une fondation internationale spécialisée dans les chaînes de valeur durables, et la PME agricole nigériane Arzikin Noma pour l'encadrement de ses agriculteurs. Ce nouveau partenariat prévoit la mise en place d'un dispositif intégré visant à accompagner les agriculteurs à travers l'octroi de crédits pour l'achat d'intrants agricoles, un appui à la mécanisation, un accès élargi aux services financiers, ainsi que des formations aux bonnes pra-

tiques agricoles durables. L'initiative vise à accroître à la fois la productivité et la qualité du soja produit localement. « Cette initiative favorise l'autonomisation économique, améliore les moyens de subsistance et accroît la productivité, contribuant ainsi à un secteur agricole plus résilient et inclusif au Nigeria. En investissant dans ce projet et en servant d'acheteur pour le soja localement produit, nous renforçons non seulement notre chaîne d'approvisionnement,

mais garantissons aussi aux agriculteurs des débouchés fiables, transparents et rentables » explique Mustafa Turra, vice-président et responsable du projet soja chez Olam Agri. Cette intégration de producteurs locaux s'inscrit dans une stratégie visant à améliorer l'approvisionnement en soja destiné à la transformation. En effet, Olam Agri a achevé en 2025 la construction d'une unité d'extraction d'huile de soja, dans la zone de gouvernement local de Asa, dans l'État de Kwara.

CEMAC

Les banques commerciales captent les 430 milliards de FCFA de liquidité proposés par la BEAC et en redemandent

Au cours de l'opération d'injection de liquidité dans le circuit bancaire de la Cemac, organisée le 17 juin 2025 par la BEAC, les banques commerciales ont capté la totalité de l'enveloppe de 430 milliards de FCFA mise à disposition. Celle-ci n'a cependant pas pu éteindre la soif des établissements de crédits, dont le montant des besoins a atteint 436,2 milliards de FCFA, selon les résultats de l'opération publiés le 19 juin 2025 par la banque centrale des pays de

la Cemac. Ces résultats traduisent un besoin croissant de liquidité bancaire dans la zone Cemac, après la politique monétaire d'austérité visant à restreindre l'accès aux financements, implémentée par la BEAC entre fin 2021 et mars 2025. En effet, après des augmentations successives depuis fin 2021, la banque centrale des pays de la Cemac a dû réduire son taux d'intérêt d'appel d'offres (TIAO) en mars 2025, desserrant ainsi l'étau autour du refinancement des banques

au guichet de la BEAC. Cette décision a eu pour conséquence une ruée des banques vers la liquidité de la banque centrale. Cet engouement est tel que l'enveloppe proposée par la BEAC a explosé, partant d'un maximum de 200 milliards de FCFA auparavant, à 430 milliards de FCFA de nos jours. Selon les banquiers, cette augmentation reflète également une dynamique haussière sur le marché du crédit.

KENYA

Malgré une bonne gouvernance le coût de l'électricité pèse sur les ménages

Le Kenya vise une capacité installée de 15 000 MW d'ici 2030. Le pays table essentiellement sur la géothermie, l'hydroélectricité, l'éolien et le solaire, pour couvrir sa demande électrique en réduisant la part du fossile dans le mix énergétique. Le Kenya partage la première place de l'Indice de régulation de l'électricité en Afrique (ERI 2024) avec le Sénégal. « Le Kenya et le Sénégal se distin-

guent par leurs réformes tarifaires, la performance de leurs distributeurs et la solidité de leur gouvernance », a déclaré la Banque africaine de développement (BAD), dans une note publiée jeudi 19 juin où est présenté cet indice. L'ERI qui évalue 43 pays africains, repose sur trois piliers que sont la gouvernance réglementaire, le contenu des politiques, et les résultats observés. Dans le cas du Kenya, la

BAD souligne la mise en œuvre de la révision tarifaire triennale de 2023, et l'amélioration des performances de Kenya Power sous la supervision de l'Energy and Petroleum Regulatory Authority (EPRA). Mais sur le terrain, ces progrès peinent à se traduire par une amélioration tangible pour les ménages. Les données publiées par GlobalPetrolPrices indiquent déjà un tarif résidentiel moyen

d'environ 31,25 KSh/kWh (soit environ 0,24 USD/kWh) au Kenya, contre 22 KSh (0,17 USD) en Ouganda et 6 KSh (0,05 USD) en Éthiopie. Dans le même temps, ces ménages risquent une hausse des coûts de l'électricité alors que des redevances d'occupation (wayleave charges), réclamées pour faire passer leurs lignes électriques sur des terrains publics, font l'objet d'un litige avec Kenya Power.

TOGO

La BAD renforce son partenariat avec la société civile

La Banque africaine de développement a organisé, le 3 juin 2025 à Lomé, sa toute première journée portes ouvertes pour les organisations de la société civile au Togo. L'événement a réuni des représentants du gouvernement, une trentaine d'organisations de la société civile (OSC) nationales et internationales, ainsi que le personnel de la Banque, tous dédiés au renforcement de la collaboration pour le développement au Togo. Les personnalités clés de l'événement ont toutes souligné cette vision partagée : À l'ouverture des travaux, le secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances du Togo, Stéphane Akaya, a souligné l'importance de la société civile : « cette journée portes ouvertes avec la Banque africaine de développement réaffirme notre engagement conjoint en faveur d'un progrès inclusif et transparent. Nous cherchons à renforcer un partenariat tripartite, où la société civile est engagée de la conception à l'évaluation pour assurer un développement efficace et centré sur les populations. » Pour Wilfrid Abiola, responsable du bureau pays du Groupe de la Banque au Togo, « le Groupe de la Banque africaine de développement maintient son engagement à renforcer la collaboration avec la société civile togolaise, qui est un acteur clé du développement durable. » La journée portes ouvertes des OSC à Lomé avait pour objectif d'améliorer la collaboration entre la Banque et la société civile à travers un partage d'informations sur les procédures et projets de développement de l'institution au Togo. Elle visait également à promouvoir les échanges sur l'implication des organisations de la société civile dans toutes les phases des projets financés par la Banque : de la planification à la préparation et le suivi de la mise en œuvre, incluant les supervisions et l'achèvement. « Nous souhaitons renforcer notre partenariat avec les organisations de la société civile au Togo, encourager un dialogue ouvert et favoriser leur pleine participation aux projets que nous soutenons », a souligné Zeneb Touré, cheffe de la Division société civile et engagement communautaire de la Banque africaine de développement.

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux retiennent leur souffle, suspendus à la réaction iranienne

Les marchés mondiaux restent calmes malgré l'implication des Etats-Unis dans le conflit au Moyen-Orient avec des frappes contre des sites nucléaires iraniens, avec des investisseurs suspendus à la réaction de Téhéran.

La semaine a débuté avec une hausse des prix du pétrole, suite à l'implication des Etats-Unis dans les tensions au Moyen-Orient, avec le bombardement des installations nucléaires iraniennes", rappelle Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Les Etats-Unis ont infligé des "dégâts monumentaux" aux sites nucléaires iraniens qu'ils ont bombardés, a affirmé dimanche le président américain Donald Trump. Les frappes ont visé un site souterrain d'enrichissement de l'uranium à Fordo, ainsi que des installations à Ispahan et Natanz, où l'étendue des dégâts reste à évaluer. Les prix du brut ont bondi de près de 6% à l'ouverture du marché en Asie: le Brent de la mer du Nord a dépassé les 80 dollars le baril, jusqu'à un plus haut depuis janvier, et son équivalent américain, le WTI, a lui aussi atteint un sommet depuis cinq mois. Le sursaut a été de courte durée, le pétrole tempérant largement ses gains. Vers 07H15 GMT, le prix du baril de Brent gagnait 1,49% à 78,16 dollars et son équivalent américain, le WTI prenait 1,48% à 74,94 dollars. "Le monde retient maintenant son souffle pour voir comment l'Iran va réagir", explique Mme Ozkardeskaya. Téhéran a menacé lundi de s'en prendre militairement aux Etats-Unis et de leur infliger de "lourdes conséquences" après leur attaque inédite. "Beaucoup (d'investisseurs) restent opti-

mistes quant au fait que l'Iran évitera une riposte totale et un chaos régional, afin de ne pas voir ses propres infrastructures pétrolières devenir des cibles, et d'éviter une escalade qui nuirait à la Chine - son principal client pétrolier", indique l'analyste Swissquote Bank. "Pour les marchés, tout dépend désormais de la réaction de l'Iran, notamment s'il choisit d'armer le pétrole en tentant de fermer le détroit d'Ormuz, par où transite plus de 20% du pétrole mondial chaque jour", explique Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank. En Europe, les actions restent sous pression. Mais "si l'on en juge par la réaction des prix du pétrole aux nouvelles du week-end, la correction pourrait rester relativement modérée au regard de la gravité des événements", remarque Ipek Ozkardeskaya. "Dans l'ensemble, les marchés financiers restent calmes et ne cèdent pas à la panique", résume Andreas Lipkow, analyste indépendant. La Bourse de Paris perdait 0,59%, Francfort 0,55%, Londres 0,26% et Milan 0,97% dans les premiers échanges, alors que Zurich montait de 0,11%. "Les marchés actions affichent une légère aversion au risque ce matin, mais pas de forte réaction de panique comme on aurait pu le craindre", note Neil Wilson, de Saxo Markets. En Asie, à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en repli 0,12%. En Chine, dans les derniers échanges, l'indice hongkongais Hang Seng prenait 0,63%, l'in-

dice composite de Shanghai 0,72% et celui de Shenzhen 0,50%.

Les compagnies aériennes perdent de la hauteur

"Les compagnies aériennes (...) subissent des perturbations importantes et des re-routages" en raison du conflit au Moyen-Orient, "tout en étant confrontées à la hausse des coûts de l'énergie", note Patrick Munnelly, analyste du groupe Tickmill. A Londres, le groupe IAG, maison mère de British Airways et Iberia, perdait 1,95%, EasyJet cédait 2,31% et Wizz Air -1,77% vers 07H30 GMT. A Paris, Air France-KLM abandonnait 1,77%, et à Francfort, Lufthansa cédait 1,37%.

Le dollar prend des couleurs

"Au-delà du pétrole, le dollar américain a bondi à l'ouverture, mais les gains restent relativement modestes", note Ipek Ozkardeskaya. Vers 07H30 GMT, le billet vert prenait à 0,24% face à l'euro à 1,1494 dollar pour un euro, et +0,78% face au yen, à 147,24 yens pour un dollar. "Toutefois, la performance des autres devises refuges traditionnelles est restée plus contrastée. Le franc suisse s'est légèrement apprécié, en ligne avec le dollar américain, tandis que le yen a continué de s'affaiblir", explique Lee Hardman, de MUFG. "La recherche de valeurs refuges, en réponse aux frappes de missiles américaines contre l'Iran, n'a pas suffi à inverser la tendance récente de baisse du yen", note-t-il.

BOURSE ZURICH

Le SMI remonte malgré les craintes d’embrasement au Moyen-Orient

La Bourse suisse repartait de l'avant lundi matin, faisant pour l'heure fi de la situation explosive au Moyen-Orient où Téhéran a menacé de riposter après des frappes américaines sur ses installations nucléaires. Les investisseurs surveillaient également les premiers pas sur la place zurichoise de l'action Amrize, l'émanation américaine de Holcim. L'Iran a menacé de s'en prendre aux bases militaires des Etats-Unis au Moyen-Orient en représailles aux frappes américaines sans précédent contre les sites nucléaires iraniens, faisant craindre un embrasement hors de contrôle de la région. Ces frappes ont visé un site souterrain d'enrichissement de l'uranium à Fordo, ainsi que des installations à Ispahan et

Natanz, où l'étendue des dégâts reste à évaluer."Le monde retient son souffle en attendant de voir comment l'Iran va réagir", a averti Ipek Ozkardeskaya dans un commentaire. Selon l'analyste de Swissquote, de nombreux observateurs "demeurent optimistes que l'Iran va éviter des représailles de grande ampleur" afin de protéger sa propre industrie pétrolière et ses exportations d'hydrocarbures vers la Chine. "Il sera difficile pour l'Iran de fermer complètement le détroit d'Ormuz pour une période prolongée en raison de la présence de la 5e flotte de la marine américaine à Bahreïn", ont de leur côté souligné les experts de RBC Capital Markets.

PARIS

Mouvements limités, regards tournés vers l’Iran

La Bourse de Paris évolue à l'équilibre ce matin, autour des 7590 points, les marchés digérant les dernières informations en provenance du Proche-Orient après la spectaculaire opération de bombardement conduite par les Etats-Unis au cours du weekend sur les installations nucléaires iraniennes. Le président américain a affirmé que l'opération menée dans la nuit de samedi à dimanche avait infligé des 'dégâts monumentaux' aux installations visées. Ces frappes interviennent à deux jours d'un sommet de l'OTAN qui s'annonçait déjà crucial dans le contexte géopolitique particulièrement tendu du moment. L'annonce des frappes militaires américaines n'a pas provoqué de vif mouvement d'aversion au risque sur les marchés, ni de ruée vers les ac-

tifs jugés les plus sûrs, comme le yen, l'or et les obligations. 'On savait que les frappes américaines n'étaient qu'une question de temps', explique Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities. 'Il ne s'agissait pas de savoir si elles allaient avoir lieu, mais plutôt quand. A nos yeux, cette attaque réussie permet donc de lever une incertitude qui pesait sur les marchés jusqu'ici', souligne-t-il. 'De plus, un Iran affaibli, sans capacité nucléaire, élimine ce qui était perçu comme la plus grande menace pour le Moyen-Orient et pour Israël, un élément positif pour les marchés', conclut-il. A Wall Street, les 'futures' sur les principaux indices boursiers s'inscrivaient en léger repli, laissant entrevoir des reculs de l'ordre de 0,1% pour le Dow Jones et le Nasdaq ce

lundi. Bon nombre de stratèges font cependant valoir que la réaction des marchés et du regain de volatilité à venir vont dépendre de la capacité de l'Iran à répliquer. Sur les marchés pétroliers, les cours du brut sont en nette hausse lundi matin, l'intervention militaire américaine en Iran laissant présager d'éventuelles difficultés d'approvisionnement au Moyen-Orient. Le baril de Brent de la mer du Nord prend 1,7% pour se traiter à plus de 78 dollars et le baril de brut léger américain prend lui aussi 1,7% pour s'échanger au-dessus de 75 dollars. 'Si l'Iran riposte sans pour autant fermer le détroit d'Ormuz (par exemple en y posant des mines), nous estimons que le choc inflationniste sera marqué, mais pas assez pour dérailler durablement les marchés ni les

économies des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la zone euro', juge Joachim Klement, chez Panmure Liberum. 'Dans ce scénario, nous prévoyons une correction initiale des Bourses de l'ordre de 5% à 10%', précise-t-il. 'En revanche, si le détroit d'Ormuz venait à être fermé, nous anticipons un choc stagflationniste majeur, comparable à celui de 2022', nuance le stratège. Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM ne craint pas la très hypothétique fermeture du détroit d'Ormuz. 'Des alternatives existent pour acheminer le pétrole, notamment l'oléoduc Est-Ouest de l'Arabie Saoudite, long de 1200 km, qui relie les champs pétroliers de la province orientale au port de Yanbu sur la mer Rouge ', fait-il savoir.

' Environ 500.000 barils par jour y transitent actuellement - soit dix fois moins que sa capacité totale. Par conséquent, nul besoin de passer par le détroit en cas de blocage ', ajoute-t-il. Sur le front des statistiques, l'indice PMI flash composite HCOB de l'activité globale en France est passé de 49,3 en mai à 48,5 en juin, mettant en évidence une accélération de la baisse de l'activité du secteur privé français en juin, et le dixième recul mensuel consécutif de l'activité. 'Alors que la dégradation de la conjoncture du secteur privé enregistré en avril et en mai s'expliquait par les faibles performances du secteur des services, celle observée en juin a principalement reposé sur une contraction du secteur manufacturier', précise S&P Global.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 23 Juin 2025 Valeur : 25 Juin 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.3055130.3205
1	EUR	EURO		149.7210149.7643
1	GBP	POUND STERLING		175.0477175.1149
100	JPY	JAPANESE YEN		88.414688.4308
1	CNY	CHINESE YUAN		18.134318.1368
1	CHF	SWISS FRANC		159.5512159.5892
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.657594.6959
1	DKK	DANISH KRONE		20.081920.0867
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.445913.4515
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.864312.8679
1	AED	UAE DIRHAM		35.480435.4894
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.726834.7364
1	KWD	KUWAITI DINAR		425.2790425.6058
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.801644.2418
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.261614.2633
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.869823.9921
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.26343.2736
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6914177.6914

EN 2025

La Banque d’Espagne abaisse sa prévision de croissance du PIB du pays à 2,4%

La Banque d'Espagne a abaissé sa prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) espagnol à 2,4% en 2025, soit 0,3 point de moins qu'attendu, en raison de l'incertitude générée par la politique commerciale américaine.

Les informations conjoncturelles les plus récentes suggèrent que le PIB espagnol continuerait de croître à un rythme relativement robuste au deuxième trimestre", souligne l'institution monétaire dans ses projections macroéconomiques actualisées pour 2025 et 2026. Mais la croissance espagnole, qui figure parmi les plus dynamiques des pays de l'OCDE depuis la fin de la crise du Covid, ne devrait pas être épargnée par le ralentissement de l'économie mondiale, elle-même "entravée par la hausse de l'incertitude", poursuit l'établissement. Dans ce contexte, la banque centrale prévoit "un léger ralentissement du rythme

de progression du PIB durant les prochains trimestres", de l'ordre de "trois dixièmes" en 2025 (2,4% au lieu de 2,7%) et "d'un dixième" en 2026 (1,8% au lieu de 1,9%). Les négociations menées entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux ont en effet "déjà abouti à certains accords (...), ce qui met en évidence l'existence d'une certaine marge pour une désescalade" dans la guerre commerciale, souligne encore la banque. Mais les marchés "restent très vulnérables à de possibles perturbations négatives qui pourraient survenir dans les semaines à venir" et "la détérioration de la confiance" observée ces derniers mois aura "un im-

pact négatif sur la consommation", ajoute-t-elle. Dans ses projections, la Banque d'Espagne n'exclut d'ailleurs pas un ralentissement économique plus important en cas d'"intensification de la guerre commerciale". Dans un tel cas de figure, la croissance retomberait à 2% cette année et 1,1% en 2026, précise-t-elle. Dans ses prévisions envoyées à la Commission européenne fin 2024, le gouvernement du Premier ministre socialiste Pedro Sánchez a dit tabler sur une hausse du PIB de 2,6% cette année, après les 3,2% atteints en 2024 - un rythme quatre fois supérieur à la moyenne de l'Union européenne.

ETATS UNIS

Flambée des taux d’intérêt de long terme

En 2024, les 38 pays de l'OCDE ont émis 15 700 milliards de dollars de dette. Un record absolu. Mais les investisseurs renâclent désormais à financer la dette des grandes puissances et réclament de meilleurs rendements pour accepter de prêter, même aux États-Unis. Au rythme actuel, la dette des États-Unis va augmenter de 2 400 milliards de dollars (2 100 milliards d'euros) au cours des dix prochaines années. D'ici à trois ans, son niveau devrait

dépasser le record atteint au lendemain de la seconde guerre mondiale. En France, l'endettement public, actuellement à 116 % du produit intérieur brut (PIB), est à son plus haut historique hors périodes de guerre. Au Japon, il est du double, à 237 %. Depuis la grande crise financière de 2008, et plus encore depuis la pandémie de Covid-19, le monde occidental ploie sous une montagne de dette publique qui n'en finit pas de grimper. Au point d'en arriver à un trop-plein ?

Coup sur coup, deux événements au Japon et aux États-Unis ont inquiété les spécialistes. Lors d'émissions de dette, ces deux grandes puissances économiques ont dû faire face à un certain scepticisme des prêteurs. Rien de catastrophique, les gouvernements ont réussi à se financer, mais les grands investisseurs (fonds de pension, assureurs-vie...) se sont montrés moins intéressés que d'habitude. Même chose en Australie et en Corée du Sud.

Résultat, les taux d'intérêt s'envolent à des niveaux que le monde n'avait pas connus depuis près de deux décennies. « La question n'est pas de savoir s'il y a trop de dette, mais quel est le prix que les marchés sont prêts à accepter pour l'acheter », explique George Cole, économiste à Goldman Sachs, une banque américaine. En clair, les États arriveront à se financer, mais à un coût qui risque de faire mal.

FRANCE

Le tourisme s’annonce en hausse cet été

Les recettes générées par les visiteurs étrangers depuis 2025 atteignent 21,4 milliards d'euros, grâce, notamment, aux visiteurs allemands, néerlandais et espagnols. Les voyants touristiques sont au vert en France sur les premiers mois de l'année, et l'été s'annonce sur la même lancée, porté par une fréquentation internationale en hausse malgré le contexte géopolitique et un effet Jeux olympiques «toujours perceptible», selon le ministère du Tourisme lundi. «Malgré un contexte géopolitique complexe, le tourisme

international reste très dynamique: fin avril, les recettes générées par les visiteurs étrangers depuis le début de l'année atteignent 21,4 milliards d'euros, en hausse de 8% par rapport à 2024», indique un communiqué conjoint du ministère et d'Atout France, l'agence qui promeut le tourisme français à l'étranger. Les clientèles les plus contributrices ont été les Allemands (+25%), les Néerlandais (+24%) et les Espagnols (+15%). À l'inverse les recettes provenant des Britanniques baissent de 18% sur les quatre

premiers mois de l'année. Pour cet été, les réservations sont «sensiblement en hausse», avec des carnets de réservation de location de la saison d'été en hausse de 16% (réservation juin à août) sur un an (source FTO - LightHouse) et une hausse attendue de 1,7% des nuitées dans l'hôtellerie de plein air pour juillet et août. Les prévisions d'arrivées aériennes internationales (source FTO - ForwardKeys) «annoncent une progression de 4,7% sur la période juin-août 2025 par rapport à 2024 sur la même période».

ZONE EURO

Très faible hausse de l’activité économique en juin

L'activité économique du secteur privé continue de manquer de souffle dans la zone euro et n'a affiché qu'une très légère hausse en juin, comme le mois précédent, selon l'indice PMI Flash publié lundi par S&P Global. Ce baromètre calculé sur la base de sondages d'entreprises s'élève à 50,2, au même niveau qu'en mai. Il se situe au-dessus de 50 pour le sixième mois consécutif. Un chiffre situé sous la barre des 50 signale une baisse de l'activité. Au-dessus de ce seuil, il reflète une progression. Mais "l'économie de la zone euro reste marquée par un manque de dynamisme, la croissance n'affichait, depuis six mois, qu'un rythme marginal", a commenté un économiste, cité dans un communiqué. "L'activité stagne dans le secteur des services tandis que la production n'augmente que très légèrement dans le secteur manufacturier", a-t-il résumé. L'expert souligne les difficultés de la France qui "peine à retrouver un certain élan" tandis que la conjoncture "semble s'améliorer en Allemagne". Selon lui, l'indice PMI montre que la zone euro "ne peut guère espérer" la poursuite au deuxième trimestre de la croissance surprenante enregistrée sur les trois premiers mois de l'année. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,6% de janvier à mars, par rapport au trimestre précédent, selon Eurostat. L'institut européen des statistiques doit publier sa première estimation pour le PIB du deuxième trimestre le 30 juillet. "L'enquête PMI flash de juin pour la zone euro confirme que l'économie est à l'arrêt", estime un analyste. L'économie a "stagné" au deuxième trimestre, selon lui, avec une "faiblesse de l'activité généralisée".

DANS UN PLAN INDUSTRIEL SUR DIX ANS

Le Royaume-Uni soutient la manufacture avancée et l’énergie propre

Le Royaume-Uni prévoit de réduire les factures d'électricité de milliers d'entreprises à partir de 2027, une réforme clé de sa stratégie industrielle pour la prochaine décennie, dévoilée ce lundi. Un investissement pouvant atteindre 2,8 milliards de livres sterling (\$3,76 milliards) sera consacré, au cours des cinq prochaines années, à des programmes de recherche et développement visant à stimuler l'innovation,

l'automatisation, la numérisation et la commercialisation. Le Royaume-Uni vise au moins un doublement du niveau actuel d'investissement dans les industries de l'énergie propre, pour dépasser 30 milliards de livres sterling par an d'ici 2035. Mise en place d'un fonds de croissance de 150 millions de livres et soutien financier pour les secteurs de l'audiovisuel, de la musique et du jeu vidéo. Le Royaume-Uni ambitionne de deve-

nir l'une des trois premières économies mondiales des sciences de la vie, grâce à des réformes et des investissements, dont jusqu'à 600 millions de livres pour un service de recherche sur les données de santé, afin de créer une plateforme de données de santé avancée, sécurisée et compatible avec l'intelligence artificielle. Le gouvernement intègre, pour la première fois, ce secteur dans un plan industriel national, souhaitant s'appuyer

sur les atouts britanniques dans des domaines tels que la comptabilité, les services juridiques et le conseil en gestion. Il prévoit de soutenir le déploiement de l'intelligence artificielle, de négocier la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles avec d'autres gouvernements pour stimuler les exportations, et de lancer cinq nouveaux pôles de services professionnels en Angleterre et en Écosse.

SANS DIRE POURQUOI

Apple publie puis supprime une vidéo promo pour le Mac

Baptisé *Convince your Parents to Get a Mac*, ce court-métrage produit pour accompagner la période commerciale *Back to School* a été supprimé sans explication, quelques jours seulement après sa mise en ligne.

Apple semble avoir du mal avec ses publicités ses derniers temps. La preuve avec la campagne *Convince your Parents to Get a Mac*, lancée il y a seulement quelques jours sur le web. La marque américaine a voulu sortir de ses codes habituels pour vanter les mérites du Mac aux prochains étudiants qui vont rejoindre la fac à la fin de l'été. Problème, la campagne est mal passée chez certains fans de la marque.

Une pub décalée pour vanter les mérites du Mac afin de convaincre les parents

The Parents (ou *Convince your Parents to Get a Mac*, selon la plateforme sur laquelle la vidéo était publiée) mettait en scène une conférence donnée par un intervenant expliquant pendant sept minutes tous les arguments à utiliser pour convaincre ses parents d'acheter un Mac pour ses études. La vidéo, toujours disponible grâce à quelques chaînes YouTube ayant eu la présence d'esprit de la sauvegarder pour leurs archives, adopte un humour absurde, parfois malaisant, au fur et à mesure que le conférencier avance ses différents éléments. Parmi les arguments, la publicité avance le fait que le Mac est certes plus cher qu'un PC d'entrée de gamme, mais tiendra mieux dans le temps.

Apple avait fait de cette pub le pilier de



sa campagne *Back to School*, une période qui vise les étudiants avec quelques ristournes pour acheter un Mac avant leur arrivée à l'université. La présentation en 70 slides avait même été publiée sur le site de la marque pour que les jeunes étudiants l'utilisent auprès de leurs parents. C'est volontiers absurde, assez différent du style des publicités d'Apple, généralement plus consensuelles, mais le clip se rapproche de l'excellente campagne *The Underdogs*, une série annuelle de vidéo montrant les membres d'une petite start-up de conception d'embal-

lages utiliser leurs produits Apple pour décrocher leurs contrats.

Une pub retirée en catastrophe suite à quelques mauvais retours

Depuis le samedi 21 juin, la pub a disparu des canaux officiels d'Apple, dont sa chaîne YouTube. Si le Powerpoint est toujours en ligne, il a été déplacé en toute fin de page consacrée au *Back To School*, ce qui équivaut à l'enterrer pour le rendre invisible. La campagne n'aura duré qu'une poignée de jours. Certains observateurs évoquent la pos-

sibilité que certaines scènes aient pu être mal perçues, notamment avec des situations jugées trop exagérées ou un humour un peu trop poussif. D'autres ont souligné que pour la première fois, Apple ne vantait pas ses produits pour leur fonction ou leur design, mais pour leur rapport qualité/prix, un argument rarement employé par le constructeur. Cette décision rappelle un précédent survenu en mai dernier, lorsque la marque avait également retiré une vidéo baptisée *Crush !*, qui avait été critiquée pour sa représentation de la création artistique à l'ère numérique. Des dizaines d'objets et d'instruments de musique étaient pulvérisés par une presse hydraulique, qui en se relevant, dévoilait un iPad Pro capable selon Apple de tous les remplacer. La vidéo avait provoqué une levée de boucliers, et la marque s'était rapidement excusée. On peut égaement citer la vidéo dédiée à Apple Intelligence avec l'actrice Bella Ramsey, qui présentait le nouveau Siri, et supprimée immédiatement après l'annonce du retard pris par le nouvel assistant vocal. Apple n'a pour l'instant pas réagi à la disparition de la vidéo *Convince your Parents*, mais cela fait plusieurs fois que le marketing du constructeur semble effrayé à l'apparition de quelques retours désagréables. Dommage, nous on aimait bien cette approche plutôt rafraîchissante.

Source : MacRumors

GitHub touché par le cybergang Banana Squad

Des pirates utilisent du typo-squatting, de l'obfuscation et des faux comptes pour glisser des logiciels malveillants basés sur Python dans des projets open source sur GitHub. Une situation qui montre que la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des logiciels libres est loin d'être préservée des attaques. Un groupe de cybercriminels surnommé *Banana Squad*, actif depuis avril 2023, a inséré plus de 60 dépôts GitHub corrompus dans le cadre d'une campagne en cours, proposant des kits de piratage basés sur Python avec des charges utiles malveillantes. Découverts par ReversingLabs, les dépôts publics malveillants imitent chacun un outil de piratage bien connu pour paraître légitimes, mais injectent une porte dérobée cachée. « À première vue, ils semblent être des outils de piratage écrits en Python, mais il s'agit en fait de sosies trojanisés d'autres dépôts portant le même nom », a fait savoir Robert Simmons, chercheur principal en logiciels malveillants, dans un billet de blog. Les dépôts ont été découverts en travaillant à rebours à partir des indicateurs d'URL malveillantes dans l'ensemble de données de renseignements sur



les menaces du réseau de ReversingLabs. M. Simmons note que cette campagne représente une évolution des contrefaçons flagrantes de npm/PyPI vers une exploitation plus subtile de plateformes telles que GitHub. Chacun des 67 dépôts empoisonnés trouvés se faisait passer pour un utilitaire légitime, comme un voleur d'identifiants, un scanner de vulnérabilités ou d'autres outils de sécurité informatique. Mais

ces versions contiennent du code malveillant furtivement intégré dans des chaînes massives de caractères, des espaces blancs, ou chiffré. « Il y a beaucoup d'espaces sur la ligne de code trojanisée, ce qui fait que même sur un grand écran à 4K avec une fenêtre maximisée, le code malveillant n'est pas visible », a déclaré M. Simmons. « Cependant, l'affichage du fichier dans la fonction de prévisualisation de Spectra

Analyze montre clairement le contenu. » Les auteurs de l'attaque ont regroupé les codes Python nuisibles sur une seule ligne trop longue pour être lue, en espérant que les utilisateurs ne fassent jamais défiler la page assez loin pour s'en apercevoir. *Banana Squad* a déjà diffusé des centaines de logiciels malveillants pour Windows dans l'écosystème du code source ouvert, notamment dans les systèmes de contrôle de version et les gestionnaires de paquets PyPI et npm, sous de multiples pseudonymes. Ces paquets, repérés en avril 2023, volaient des données sensibles, notamment des détails du système et des portefeuilles de crypto-monnaie, et ont été téléchargés près de 75 000 fois avant d'être retirés.

Des indicateurs de compromission partagés

ReversingLabs a observé plusieurs signes révélateurs concernant les dépôts qui peuvent aider à attraper l'infection à la source. « Pour la majorité des dépôts malveillants, le propriétaire n'a qu'un seul dépôt répertorié sous son compte GitHub », explique M. Simmons. « Cela indique que ces

types de comptes d'utilisateurs sont presque certainement faux et créés dans le but exprès d'héberger un dépôt malveillant. Les noms des dépôts se sont avérés identiques à un ou plusieurs autres dépôts non trojanisés, ce qui indique qu'une forme de typo-squatting est à l'œuvre.

En outre, la section « À propos » de ces dépôts était truffée de mots-clés de recherche liés au thème du dépôt original et comportait souvent un emoji, généralement une flamme ou une fusée, ce qui laissait supposer l'utilisation de l'IA.

ReversingLabs a partagé une liste d'indicateurs de campagne, notamment des domaines, des URL et des noms de fichiers, ainsi que les 67 dépôts signalés, afin que les développeurs puissent s'en méfier.

« Pour les développeurs qui s'appuient sur ces plateformes open source (GitHub), il est essentiel de toujours vérifier que le dépôt que vous utilisez contient réellement ce que vous attendez », a averti M. Simmons. « Cependant, la meilleure façon d'éviter cette menace est de comparer le dépôt souhaité à une version précédente, connue et bonne, du logiciel ou du code source. »

Une des plus incroyables supercars de la planète va bientôt prendre sa retraite

Lancée en 2020 et rapidement érigée au rang d'icône, la Gordon Murray T.50 approche de la retraite. Le centième et dernier exemplaire de cette supercar d'exception sera assemblé en juillet, marquant l'aboutissement d'un projet aussi puriste que révolutionnaire.

Avec son V12 atmosphérique, sa boîte manuelle et son ventilateur arrière inspiré de la Formule 1, la T.50 aura marqué les esprits comme peu de voitures modernes.

Une supercar née d'un rêve... et d'une obsession

C'est en pleine ère de l'électrification et des aides à la conduite que Gordon Murray, le légendaire ingénieur derrière la McLaren F1, décide de revenir à l'essence même de l'automobile : la légèreté, la pureté mécanique et l'émotion brute. La T.50, produite à seulement 100 exemplaires, incarne cette vision avec radicalité. Pesant à peine une tonne (997 kg), elle est propulsée par un V12 atmosphérique Cosworth de 3,9 l développant 661 ch, associé à une boîte manuelle à six rapports. Le tout sans hybridation, sans suralimentation, sans artifices.

Une voiture d'ingénieur, pensée pour les puristes

Au-delà des chiffres, c'est l'approche qui fascine : chaque gramme, chaque élément a été pensé pour optimiser la connexion entre le conducteur et la machine. Un exemple parmi tant d'autres : le ventilateur arrière actif, hérité de la mythique Brabham BT46B de Formule 1. Ce système ingénieux permet à la T.50 de réduire sa traînée de 12,5%, tout en géné-



rant un surcroît de 49 ch en mode dynamique. Une vraie batmobile, homologuée pour la route. Le résultat est une voiture à contre-courant de toutes les tendances actuelles, réalisée sans compromis. Pas étonnant que des passionnés de 19 pays se soient précipités pour s'en offrir un exemplaire.

Un dernier adieu avant de tourner la page

La production s'achèvera cet été avec la fabrication du 100e exemplaire, dans un silence presque humble de la part de Gordon Murray Automotive. Pas d'annonce tonitruante, juste une confirma-

tion discrète, fidèle à l'esprit du projet. Mais la marque ne compte pas disparaître dans la foulée. Bien au contraire. Le 15 août prochain, à l'occasion du prestigieux Quail-A Motorsport Gathering durant la Monterey Car Week, Gordon Murray lèvera le voile sur deux nouveaux modèles. L'un sera une commande client sur mesure, tandis que l'autre est issu du pur génie de l'équipe interne. Les deux projets promettent de respecter l'ADN du groupe : design ultraléger et ingénierie d'exception. Aucune autre information n'a filtré pour l'instant, mais l'attente est grande, tant la marque a su imposer son identité en quelques années à peine.

Goodwood célèbre les 60 ans de carrière de Gordon Murray

Avant Monterey, cap sur l'Angleterre. Le Festival of Speed de Goodwood rendra hommage aux 60 ans de carrière de Gordon Murray avec une exposition unique de ses créations. Y figurera notamment la T.1, première voiture qu'il a conçue en 1965, une Ford IGM de course alignée en Afrique du Sud. Elle sera entourée de véritables légendes : la Brabham BT44 de 1974, la McLaren MP4/4 de 1988 (pilotée à l'époque par Ayrton Senna), la LCC Rocket de 1992 et, bien sûr, plusieurs variantes de la gamme actuelle, dont la T.50 PS4, la T.50 Niki Lauda XP1 et la T.33 AP4.

Une légende moderne quitte la scène

La fin de la T.50 marque bien plus que la disparition d'un modèle : elle symbolise la fin d'une philosophie. Celle d'une supercar conçue par un homme, sans filtres, sans marketing tapageur, pour le plaisir pur de la conduite. Dans un monde automobile de plus en plus numérique, électrique et normé, la T.50 restera comme un baroud d'honneur mécanique, une sorte de dernier chef-d'œuvre d'artisanat technique. Mais si la page se tourne, l'histoire de Gordon Murray, elle, est loin d'être terminée.

Le robotaxi de Tesla a désormais un concurrent, voici le Volkswagen ID.Buzz autonome

Alors que Tesla est censé déployer une première vague de robotaxi le 22 juin, Volkswagen réplique en dévoilant son iD.Buzz AD. Cette version autonome de l'utilitaire électrique est prévue pour être mise à disposition des flottes de véhicules partagés dès 2026 aux États-Unis, mais aussi en Europe. Des flottes partagées de véhicules électriques et autonomes. C'est un cheval de bataille chez Tesla, mais qui pourrait bien trouver un nouveau concurrent venu d'Allemagne. MOIA, entreprise appartenant à Volkswagen spécialisée dans les services de mobilité, vient de dévoiler l'iD. Buzz AD. Sur la base de l'utilitaire électrique, Volkswagen et sa filiale ont développé une version autonome de l'iD. Buzz répondant d'après eux aux principales exigences de la conduite autonome de niveau 4 de la norme SAE. Le véhicule pourrait notamment être supervisé à distance dans certaines situations extrêmes. Visuellement, les différences sont relativement peu nombreuses par rapport au modèle nécessitant un conducteur à plein temps. À l'extérieur, pas moins de 27 capteurs dont treize caméras, neuf lidars et cinq radars sont positionnés de part et d'autre de la carrosserie pour évaluer et anticiper toutes formes de dangers grâce au logiciel Mobileye fonction-



nant avec de l'intelligence artificielle. Une fois à bord, contrairement au futur cybercab de Tesla, un poste de conduite est toujours présent bien que le volant soit sous housse et le siège rabattu pour libérer de l'espace aux passagers. En cas de besoin, il reste donc possible de conduire, presque à l'ancienne. Par ailleurs, quatre passagers et quelques bagages peuvent ici être transportés quand le concurrent américain se limite à deux.

Une innovation qui pourrait être accessible au public dans un futur pas si lointain

L'iD. Buzz AD tel qu'il est présenté

se veut prêt à être déployé dans des services de véhicules partagés. Grâce à son homologation aux États-Unis et en Europe, cela pourrait survenir dès 2026 notamment à Hambourg en Allemagne. La ville est partenaire de MOIA depuis sa création en 2016, bien que l'objectif à long terme de ces futures flottes d'iD. Buzz AD soit de sortir des villes : "Avec l'écosystème AD et l'iD. Buzz AD, nous créons une offre de mobilité qui permet aux opérateurs de flottes autonomes de desservir aussi bien les villes, les périphéries des grandes villes que les zones rurales", d'après Sascha Meyer, CEO de MOIA.



Pour concurrencer le robotaxi de Tesla, la filiale de Volkswagen ne vend pas simplement son produit, mais propose le "MOIA Turnkey Solution". L'entreprise fournit un package comprenant la voiture autonome déjà homologuée avec un logiciel fonctionnant lui aussi avec l'intelligence artificielle pour gérer la flotte en temps réel, assister les passagers et gérer les réservations sur les applications dédiées. Le package ne s'arrête pas là puisque MOIA se charge également d'aider les structures d'autopartage dans la simulation des trajets, le déploiement des flottes ainsi que dans

la gestion et la surveillance à distance de ces dernières. Le coût d'un iD. Buzz AD n'est pas communiqué, tout comme celui du package. Rien de surprenant, cela sera sûrement ajusté au cas par cas des flottes. Quoiqu'il en soit, Sascha Meyer annonce que cette technologie devrait être accessible pour les utilisateurs : "La mobilité est une nécessité impérieuse pour l'humanité. L'intelligence artificielle ouvre des possibilités entièrement nouvelles qui permettront aux gens d'accéder à une mobilité flexible, partagée, confortable et abordable."

Mots fléchés

Fruits de l'hêtre		Vibrations		Peintre suisse (Paul)		Plaisir chez nos voisins		Elles volent en cas de disputes conjugales		Garçon d'écurie		Comité sportif international	
Louis IX de France		Injection dans une veine		Bagnole		Grand lac américain		Fluve sibérien				Sanctionné	
										Ont-ils mangé la pomme de cette variété-là ?			
Habitantes d'un pays d'Asie										Petit ensemble de musique			
Profit													
							Sa source, pour le blanc, est le lac Victoria				Son aigu produit par la voix		Comté anglais
Relatif à la Haute Ecosse					Camarade ou plus que ça ?					Petite compagnie			
Epuisa					Fluve français et rivière suisse					Puissant poison			
			Traces profondes dans les sentiers	Argon			On viole souvent son intimité					Recherches	
				Missive									
Altière	Dérobai						Sillons						
	Fréquente						Attribut d'un avocat						
												Règle de dessinateur	
					Lisières							Jadis c'était le bronze	
Carillonne						Film d'Alfred Hitchcock (les)							
Consacre						Valeur refuge							
						Fluve russe bien connu des cruciverbistes			Pâturage	Abri douillet			Tamisée
										Aérodrome			
Bramer					Tanières								
Génisses dans l'ouest de la France					Esclave et gladiateur thrace								
						Se gausse	Relogea						
							Coeur						
Moitié d'une mouche													
Personnes qui parlent beaucoup					Supplier					Me représentai		Lieu couvert	
				Département français					Paras				
Tolère		Haridelles	Métamorphose	Répare							Béryllium		
											Grossir		
						Atome électriquement chargé		Fais					
Château de la Belle au Bois Dormant	Adverbe de lieu				Fluide gazeux qui est de moins en moins pur								Discipline de l'escrime
	Robe indienne												
					Tranquille, silencieux								
					Général confédéré							Poisson d'eau douce	
Quatre font le plus heureux des joueurs			Culs							Sous-vêtement			
Arbres de nos régions			Négation										
						Chiffre				Poète hymnique			
haranguait les foules dans la Grèce antique					Erbium			Port d'Athènes					

PÉTROLE

Le Brent à 77,31 dollars à Londres

Les cours de l'or noir sont en légère progression lundi, après une envolée enregistrée dans la nuit, le marché semblant écarter l'hypothèse d'un blocage par Téhéran du détroit d'Ormuz, où transite 20% du pétrole mondial. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, gagnait 0,39% à 77,31 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, progressait de 0,37% à 74,11 dollars. Le Brent, référence mondiale du pétrole, avait d'abord bondi de 5,7% en début d'échanges, à 81,40 dollars le baril, son plus haut depuis fin janvier, mais le marché s'était finalement apaisé.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 24 juin 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

MONNAIE

Le dollar en hausse face à l'euro

Le dollar grimpe lundi, porté par son statut de valeur refuge, dans un contexte de tensions géopolitiques. La devise américaine montait de 0,49% par rapport à l'euro, à 1,1466 dollar, et gagnait 0,51% vis-à-vis de la livre, à 1,3382 dollar. La perspective d'une fermeture par Téhéran du détroit stratégique d'Ormuz, par lequel transite un tiers du trafic maritime de pétrole, a été écartée par le marché, et les prix du pétrole n'ont pas explosé. C'est pourquoi le dollar américain prenait 1,09% contre le dollar australien, et 0,85% par rapport à la couronne norvégienne, devises de pays gros exportateurs de pétrole. Le billet vert s'envolait aussi de 1,27% par rapport à la devise japonaise, à 147,97 yens pour un dollar. "De plus, le billet vert pourrait trouver encore plus de soutien en cas de flambée des prix du pétrole, qui réduirait la probabilité de baisses des taux d'intérêt de la Réserve fédérale cette année", selon un analyste.

GROUPE SAIDAL

Plus de 22 milliards de chiffre d'affaires en 2024

Le Groupe SAIDAL a tenu, avant-hier dimanche, son Assemblée Générale Ordinaire afin d'adopter le rapport du Conseil d'administration et approuvé les états financiers de l'exercice 2024. Ces derniers font ressortir une amélioration notable des principaux indicateurs de performance. Selon les chiffres approuvés par les actionnaires, le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 22 193 974 000 DZD, enregistrant une croissance remarquable de 21,53 % par rapport à 2023. Sur le plan de la production, SAIDAL a également réalisé une performance solide, avec 131 576 milliers d'unités de vente (UV), représentant 105,42 % de l'objectif en valeur.

ANP

Sortie de la 24^e promotion de l'ENPEI «Chahid Badji Mokhtar»

Le chef du Département Emploi-Préparation (DEP) de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général-Major Hasnat Belkacem a présidé, lundi à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'Ingénieur (ENPEI) "Chahid Badji Mokhtar" à Rouiba (Alger), la cérémonie de sortie de la 24e promotion d'élèves officiers d'active après leur obtention du diplôme universitaire de premier cycle scientifique et d'une attestation de réussite dans l'enseignement militaire en présence de cadres militaires supérieurs, d'enseignants et de parents des élèves diplômés. Baptisée du nom du chahid "Tayeb Mekerkab Aberrane", cette promotion est composée d'élèves officiers d'active de premier cycle scientifique en "sciences et technologies", et de la 4e promotion "Mathématiques et Informatique" session 2022-2025. Dans une allocution prononcée après l'ins-

pection des formations organisées à la Place du drapeau, le directeur général de l'Ecole, le Général Gouasmia Soltane a affirmé que "la promotion sortante a bénéficié d'une formation universitaire approfondie, conforme au programme de la formation d'ingénieur adoptée au niveau des grandes écoles, englobant notamment l'enseignement scientifique technique (théorique et pratique), les sciences humaines et sociales et les langues étrangères, outre la formation et l'enseignement militaire théorique et pratique, ce qui leur a permis d'acquérir des connaissances militaires et de développer des capacités à s'adapter en milieu militaire". Il a, à ce titre, mis en avant "l'engagement de l'Ecole à actualiser les curricula de formation en adéquation avec les évolutions actuelles, à travers l'application des programmes pédagogiques les plus modernes et les plus efficaces", saluant, par là même,

les efforts colossaux déployés par les cadres de l'Ecole, les enseignants et les formateurs qui ont accompli leur devoir avec dévouement". A cette occasion, le Général Gouasmia Soltane a appelé les élèves diplômés à "faire preuve de discipline et d'adopter un comportement irréprochable tout en honorant le serment qu'ils ont prêté de protéger la patrie et d'être fidèles à l'ANP digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN)". Ensuite, les promotions sortantes ont prêté serment, avant de remettre les attestations aux majors de promotion. Il a été procédé également à la passation de l'emblème national à la promotion suivante et à l'approbation de baptiser la promotion du nom du chahid "Tayeb Mekerkab Aberrane". La cérémonie a été ponctuée par l'exécution de démonstrations en arts martiaux par les élèves, suivie d'une parade militaire.

SIDI BEL-ABBES

Sortie de 11 promotions à l'Ecole d'application des services de santé militaire

Le Directeur central des services de santé militaire au ministère de la Défense nationale (MDN), le Général-major Souid Mohamed El-Bachir, a présidé, lundi à l'Ecole d'application des services de santé militaire "Chahid Docteur Yahia Farès" de Sidi Bel-Abbes (2e Région militaire), la cérémonie de sortie de 11 promotions pour l'année de formation 2024-2025. Ces promotions sortantes ont été baptisées du nom de la Moudjahida défunte Moulesehoul Cherifa, dite Zoubida. Il s'agit, notamment, de la 14e promotion d'officiers de la formation de perfectionnement, la 13e promotion d'officiers de la formation d'application, la 5e promotion de la formation commune de base pour les élèves officiers

d'active, la 32e promotion de sous-officiers d'active en formation pour l'obtention de la qualification militaire professionnelle de 2e degré (spécialité infirmier), la 13e promotion de sous-officiers d'active en formation pour la qualification de 2e degré (spécialité administration de la santé), la 34e promotion de sous-officiers d'active pour la qualification de 1er degré (spécialité infirmier), la 22e promotion pour la qualification de 1er degré (spécialité administration de la santé), la 2e promotion d'élèves en formation pour le diplôme militaire professionnel de 2e degré (aide-soignant-soins généraux), la 1ère promotion de militaires du rang accédant au diplôme de 2e degré (aide-soignant-soins généraux), la 12e promotion pour le diplôme

militaire professionnel de 2e degré (administration de la santé) et de la 28e promotion de militaires du rang accédant à ce même diplôme (spécialité administration de la santé). Dans son allocution, le Commandant de l'Ecole, le colonel Farid Chella, a souligné les principaux axes de formation, tant scientifiques que militaires, assurés par des "enseignants compétents et formateurs qualifiés", dotant les élèves des aptitudes nécessaires pour accomplir leurs missions avec professionnalisme. Il a insisté sur le respect des lois, de la discipline, de la conscience professionnelle et des valeurs humaines et patriotiques. La cérémonie a été marquée par la remise des grades et diplômes aux lauréats, suivie de démonstra-

tions de kouksoul, d'arts martiaux, de self-défense, ainsi que de karaté-do exécutées avec une grande maîtrise, reflétant la qualité de l'entraînement. Les élèves ont également participé à un défilé militaire rythmé par la musique militaire, illustrant leur coordination, discipline et cohésion. Des ateliers de formation ont été proposés, notamment de santé opérationnelle, manipulation d'armes légères, ainsi qu'un reportage sur les activités de l'Ecole au cours de l'année 2024-2025. Des activités culturelles animées par les élèves ont également été proposées. La cérémonie s'est conclue par un hommage à la famille de la défunte Moudjahida Moulesehoul Cherifa, dite Zoubida.

PROTECTION SOCIALE ET PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

La ministre de la solidarité met en avant les efforts de l'Algérie

Les travaux de la 16e session de la Commission du développement social ont débuté, lundi, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC-Alger), avec la participation de ministres des Affaires sociales et de chefs de délégations de pays arabes, membres de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale (CESAO). Dans son allocution à l'occasion, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji qui a coprésidé l'ouverture de cette session avec la Directrice du Groupe sur l'équité entre les sexes, la population et

le Développement inclusif du CESAO, Mehrinaz El Awady, a indiqué que le choix avait été porté sur l'Algérie pour abriter cette session "vu son expérience pionnière en matière de protection sociale". La ministre a, dans ce sens, souligné que l'Algérie "n'a ménagé aucun effort en vue de garantir la protection sociale et de renforcer les mécanismes de promotion de l'égalité à tous les niveaux". Outre la préservation du caractère social de l'Etat, poursuit-elle, l'Algérie tend à travers le programme de développement durable et les politiques adoptées, sous la direction éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à réaliser davan-

tage d'acquis dans le système de protection sociale. Mme Mouloudji a exprimé sa grande considération quant aux réformes opérées au niveau des programmes de protection sociale, dans plusieurs pays arabes", ajoutant qu'il serait procédé lors de cette rencontre à "l'intensification des efforts déployés dans ce cadre, avec l'échange d'expériences pour renforcer les moyens de protection et de prise en charge, notamment en cette période". Pour sa part, Mme Mehrinaz el Awady, a mis en avant l'importance de cette rencontre portant sur la protection sociale, moteur des économies nationales, exprimant son souhait de voir les travaux de cette session

"compléter les efforts déployés dans la construction des systèmes de protection sociale". Selon les organisateurs, les participants à cette session examineront "les problématiques liées à la protection sociale comme moyen de promouvoir l'égalité, tout en évoquant les réformes nécessaires pour garantir une couverture totale et accroître l'efficacité de la protection sociale dans la région arabe". L'Algérie abrite du 23 au 25 juin en cours, la 16ème session de la Commission du développement social et le 4ème Forum arabe pour l'égalité, organisés par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, en partenariat avec la CESAO.